1€50 (2€ en soutien) juillet - août 2008 N°132

L'ÉGALITÉ

"Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales" LENINE

Journal de la Gauche révolutionnaire

Section française du Comité pour une Internationale ouvrière (CIO / CWI)

Pour stopper Sarkozy-Fillon

Travailleurs, jeunes,..

Organisons-nous ! Préparons une lutte tous ensemble!

Une grève générale peut stopper Sarkozy-Fillon, Il faut la préparer

Le gouvernement profite de l'été pour accélérer certaines attaques. Ainsi, ce sont 30 600 postes de fonctionnaires, dont 13 500 poste dans l'Education, qui vont être supprimés en 2009, après 22 900 cette année. Qui donc va subir les conséquences d'une telle mesure ? évidemment, ceux qui ont besoin des services publics : les travailleurs et leurs familles.

Dans le même temps, l'inflation est à 3,6%, et les prix des produits alimentaires ont augmenté de 5,5% en un an selon l'Insee. Mais le Smic n'a été augmenté que de 2,3% en juillet, pas assez pour rattraper l'inflation : il faudra attendre janvier 2009 pour une nouvelle augmentation. Les allocations chômage n'ont été augmentée que de 2,5%, et les allocations familiales d'1 %, le minimum vieillesse et les retraites de 1,1%. Il y a urgence à une augmentation généralisée des salaires, des allocations et des pensions de retraite ! Mais ce n'est pas Sarkozy qui va le faire : c'est une grève tous ensemble qui peut nous faire gagner ça.

Préparer collectivement une lutte tous ensemble !

L'annonce du projet de transformation de La Poste en société par action (SA) n'arrive pas par hasard. C'est le début de l'offensive pour privatiser un des derniers service public. C'est la même méthode que pour Air France, France Telecom dont la privatisation a été rendue effective sous le gouvernement PS-PCF-Verts de Jospin. La privatisation de La Poste signifierait un nouveau recul pour les travailleurs et leur famille : augmentation du prix du courrier, dégradation des conditions de travail des postiers (qui sont déjà dures avec des salaires très faibles), baisse de la qualité du service de distribution du courrier (sauf pour les plus riches…). La transformation de La Poste en SA ne doit pas passer : il est possible, dès la rentrée, d'organiser dans chaque ville, dans chaque quartier, dans chaque village, des réunions rassemblant travailleurs et usagers pour préparer une lutte nationale (journée de grève, manifestation nationale…) contre la privatisation de La Poste.

Et il est possible d'en faire de même contre les autres mesures de Sarkozy-Fillon et pour l'augmentation des salaires : des réunions de syndicalistes, de travailleurs, associant les étudiants, les lycéens, les chômeurs, les retraités… Pour préparer une grande journée de grève tous ensemble et avancer vers une grève générale. Et si les directions syndicales refusent une fois de plus de le faire, ce sera à nous tous et toutes d'impulser cela.

Ce devrait être une tâche centrale du Nouveau Parti Anticapitaliste initié à l'appel de la LCR et de son porte-parole, Olivier Besancenot (d'autant plus qu'il est postier). C'est ainsi qu'on construira un réel parti de lutte.

C'est ce que veut construire la Gauche révolutionnaire. Pour lutter contre Sarkozy et sa politique, contre le capitalisme et pour une véritable alternative, le socialisme, n'hésitez pas à prendre contact avec nous et à nous rejoindre : c'est en s'organisant qu'on peut réellement préparer les luttes et qu'on stoppera ce gouvernement !

Pages centrales :

Il y a 70 ans était fondée la 4ème internationale

Sommaire

Page 2
Il y a 40 ans, le printemps de Prague
Page 3
Quand va-t-on en finir avec Sarko ?
Dans quel camp sont les directions syndicales?
Pages 4-5
grève des travailleurs sans papiers
Menaces sur le temps de travail, et magouilles syndicales
Contre la privatisation des Ports
Propositions sur la construction d'un nouveau parti
Page 9
Nouvelles attaques contre les lycéens
Pages 10 et 11
Burkina Faso, Chine, Belgique, Etats Unis

L'ÉGALITÉ
Mensuel édité par
La Gauche révolutionnaire
Directeur de Publication :
Alex Rouillard
Rédacteur en chef :
Yann Venier
Comité de rédaction :
Virginie Prégny
Lise de Luca
Olaf Van Acken
Leila Messaoudi
Marie-José Douet
Conception graphique :
Yann Venier
Imprimerie :
Rotographie
Tirage :
3000 exemplaires
Date de bouclage :
11/07/2008
Commission paritaire :
0803 P 10970

M 04125 - 132 - F: 1,50 € - RD

Il y a 40 ans, le Printemps de Prague : une révolution politique contre le stalinisme.

Le 21 août 1968, 200.000 soldats et 5000 chars du Pacte de Varsovie –union des pays staliniens dirigée par l'URSS- envahissent la Tchécoslovaquie, occupent le pays, retirent le pouvoir au gouvernement de Dubcek pour mettre fin au mouvement du «Printemps de Prague». Comme en RDA (Allemagne de l'Est) en 1953 et en Hongrie en 1956, les travailleurs et les jeunes tchécoslovaques se sont opposés dès le début des années 60 au régime stalinien qui étouffait l'économie et l'ensemble de la société par ses méthodes bureaucratiques.

Contrairement à l'appréciation des historiens bourgeois, il s'agissait en 1968 d'un mouvement de masse qui ne revendiquait pas la ré-instauration du capitalisme mais qui se battait majoritairement pour l'établissement du socialisme authentique basé sur la démocratie ouvrière.

La Tchécoslovaquie : un état ouvrier déformé

Après la deuxième guerre mondiale, l'URSS a instauré en Tchécoslovaquie et dans les autres pays de l'Europe de l'Est des régimes staliniens. Il s'agissait d'états ouvriers bureaucratiques et déformés. Etats ouvriers car les capitalistes ont été expropriés et la propriété privée des moyens de production a été remplacée par la propriété collective de ceux-ci. Etats ouvriers bureaucratiques et déformés car la bureaucratie soviétique a implanté d'en haut des régimes bureaucratiques similaires au sien qui contrôlaient tout en opprimant chaque tentative de la classe ouvrière d'établir le socialisme authentique. A aucun moment une véritable démocratie ouvrière n'a existé dans ces pays comme ce fut le cas dans les premières années en Union soviétique après la révolution russe en 1917. C'est à dire un état socialiste dans lequel l'économie planifiée et l'ensemble de la société sont gérées par les travailleurs eux-mêmes.

Au moment du «Coup de Prague» en 1948, la Tchécoslovaquie était un pays déjà hautement industrialisé avec une classe ouvrière nombreuse et traditionnellement organisée, ayant lutté avant la guerre contre le capitalisme et ayant résisté pendant la guerre contre l'occupation par le fascisme allemand. Malgré la combativité de la classe ouvrière tchécoslovaque et le mouvement de masse armé avec des milices ouvrières après la deuxième guerre mondiale qui renverse le capitalisme, la bureaucratie soviétique réussit –notamment à cause de la présence forte de l'Armée rouge– à mettre en place un régime stalinien selon son propre modèle.

La nécessité d'une révolution politique

Depuis le début, Klement Gottwald - président de la République et du PCT (Parti communiste tchécoslovaque) a utilisé la répression massive contre les opposants au sein et à l'extérieur du PCT. Lors de la terreur de masse au début des années 50 des centaines de communistes (dont une majorité des dirigeants du PCT) ont été exécutés ou emprisonnés – très souvent accusés de trotskisme. En gros tous ceux qui ne voulaient pas accepter le stalinisme et voulaient avancer vers une véritable démocratie socialiste. Cette répression et une certaine amélioration des conditions de vie grâce à l'économie planifiée ont reporté la construction d'un mouvement révolutionnaire contre la bureaucratie stalinienne à la fin des années 60.

Trotsky – révolutionnaire russe et opposant principal à Staline – écrivait dans «La révolution trahie» en 1936, en analysant la nature de l'Union soviétique, qu'une révolution politique est nécessaire pour renverser la bureaucratie stalinienne, seul moyen d'établir une véritable démocratie socialiste basée sur les conseils ouvriers (les soviets). Une révolution politique qui maintient la base matérielle de l'ancien état ouvrier bureaucratique, l'économie planifiée, donc la production socialisée et qui construit ensuite une démocratie ouvrière permettant aux travailleurs de gérer collectivement et démocratiquement l'économie et la société. Trotsky écrivait : «L'économie planifiée a besoin de démocratie comme l'homme a besoin d'oxygène pour respirer.» En Tchécoslovaquie (tout comme dans les autres pays staliniens de l'Europe de l'Est), peu de travailleurs refusaient la production socialisée, mais ils refusaient les méthodes bureaucratiques dans la production qui étouffaient de plus en plus les progrès techniques et sociaux de l'économie planifiée. Ils refusaient également les méthodes autoritaires et répressives du régime stalinien qui étouffaient l'ensemble de la société. Comme les travailleurs est-allemands en 1953 et les travailleurs hongrois en 1956, les travailleurs tchécoslovaques voulaient se débarrasser de la bureaucratie stalinienne et voulaient construire le socialisme authentique, une démocratie socialiste.

Lors de l'invasion de Prague par les chars de l'armée soviétique, les praguois vont à la rencontre des soldats pour les interpeller en russe sur le sens de la révolution.

«Le socialisme à visage humain» et le Printemps de Prague

Dans les années 60, l'économie planifiée bureaucratique est entrée en crise et le manque des biens fondamentaux et de nourriture comme la viande a affaibli davantage le soutien au régime. La bureaucratie stalinienne était divisée entre «conservateurs» et «progressistes». Le 5 janvier 1968, le «conservateur» Antonin Novotny a été remplacé par le «progressiste» Alexander Dubcek à la tête de l'Etat et du PCT. Dubcek annonce des réformes et la volonté de construire un «socialisme à visage humain». L'objectif de ces réformes d'en haut (liberté de presse, autorisation des organisations politiques,...) est clair : le courant des «progressistes» de la bureaucratie stalinienne veut à tout prix éviter une révolution politique par un mouvement de masse qui mettrait fin à son pouvoir. Mais les travailleurs ne veulent pas se contenter de ces quelques réformes : des milliers de travilleurs adhèrent au PCT pour faire accélerer sa rénovation et parallèlement à cela, des conseils ouvriers se construisent dans beaucoup d'entreprises. Les travailleurs exigent plus de contrôle et d'influence sur la production et veulent mettre la pression sur le gouvernement pour que la démocratisation de la société continue. Ces débuts d'une véritable révolution politique ont été brusquement liquidés par l'invasion des troupes soviétiques et une période de répression a suivi le Printemps de Prague, la dite «Normalisation». Le Printemps de Prague a été une occasion manquée d'établir une véritable société socialiste ce qui aurait eu un impact important dans l'Union soviétique, dans les autres pays de l'Europe de l'Est, ainsi que dans les pays capitalistes.

Aujourd'hui, après la ré-instauration du capitalisme dans les pays de l'Europe de l'Est au début des années 90, les luttes des travailleurs dans ces pays se multiplient et le socialisme doit revenir à l'ordre de jour.

Olaf van Aken

Ce pour quoi nous nous battons

Le capitalisme mondialisé offre des perspectives peu réjouissantes pour la majorité de la population de la planète. Les guerres deviennent un moyen régulier de contrôler le devenir de millions de personnes. La misère et la précarité s'étendent et avec elles leur cortège de haines entretenues, d'exclusions et de divisions auprès des travailleurs et des jeunes. Le capitalisme fondé sur l'inégalité, la dictature du patronat et des marchés financiers se traduit par un effroyable gâchis humain et écologique.

En France, l'arrivée triomphale au pouvoir de Sarkozy et de Fillon leur permet de parachever le travail de casse des services publics et de rentabilisation commencé par la Gauche Plurielle, Raffarin et Villepin. Tout cela sur fond de guerre sociale contre "les marginaux" et les pauvres !

Ce n'est certainement pas en se tournant à nouveau vers les dirigeants de l'ancienne Gauche plurielle que nous pourrons réellement riposter aux attaques patronales et gouvernementales coordonnées au niveau européen. C'est en s'opposant sans concession au capitalisme, aux licenciements, en cherchant à unifier le combat des jeunes, des chômeurs, des salariés et des retraités que nous avancerons. Cet objectif ne peut être atteint que par la lutte coordonnée de tous et toutes. C'est ainsi que la classe ouvrière a imposé et gagné les congés payés et les retraites…aujourd'hui attaqués.

Pour cela, la Gauche révolutionnaire se bat au quotidien pour informer sur les attaques, mobiliser et contribuer à développer les luttes actuelles locales, nationales et internationales.

Nous défendons

Un emploi décent pour tous : Non aux licenciements, maintien de chaque emploi, réquisition sous le contrôle des travailleurs des entreprises qui licencient, transformation de tous les emplois précaires en emplois stables et statutaires. Non aux lois Aubry et Fillon, pour une vraie réduction du temps de travail : sans flexibilité, sans annualisation, sans gel des salaires ni cadeau au patronat, et avec embauches correspondantes. Retraite, avec revalorisation du montant, à 55 ans et après 37,5 annuités pour tous, chaque départ compensé par une embauche. Aucune radiation, indemnisation de tous les chômeurs. Non à la privatisation du service public de l'emploi (ANPE) Augmentation de tous les salaires et minima sociaux de 300 euro, le SMIC à 1500 euro, pas de salaire inférieur au SMIC. Contrôle sur l'embauche et les conditions de travail par les travailleurs et leurs organisations syndicales.

Des services publics réellement au service de la population : Non aux privatisations et aux ouvertures de capital, abrogation de tous les plans de démantèlement des services publics. Nationalisation ou municipalisation sous le contrôle et la direction des travailleurs de tous les services privatisés. Embauche massive de personnel dans tous les services publics. Pour une sécurité sociale gérée par les travailleurs au moyen de comités démocratiquement élus.

Contre le racisme et la répression: Non aux lois sécuritaires, non aux lois Sarkozy et Perben ! Abrogation des lois Pasqua-Debré-Chevènement, régularisation de tous les sans papiers avec carte de 10 ans, fermeture des camps de rétention. Pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés : droit de vote, à l'éducation, à la santé, au travail…Liberté de circulation pour tous, non à l'Europe de Schengen.

Contre l'oppression des femmes : à travail égal, salaire égal, contre les discriminations et le temps partiel imposé, contraception libre et gratuite, avortement libre et gratuit pour toutes, contre toutes les violences faites aux femmes.

Pour la jeunesse : un enseignement gratuit, public et laïque, pour que chacun ait les moyens de faire les études qu'il souhaite. Pour de vrais emplois, pas des stages bidons, dès la sortie des études, et à défaut une allocation égale au SMIC

Pour une écologie qui rompe avec le capitalisme : développement des moyens de transport non polluants, taxation des entreprises qui polluent, gratuité des transports en commun, pour le développement des énergies renouvelables etc.

Contre l'impérialisme : annulation de la dette du Tiers monde, levée du blocus sur Cuba, arrêt de l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan, retrait de toutes les troupes. Contre l'OTAN, l'ONU, le FMI et tous les organismes impérialistes. Pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Contre l'Europe de Maastricht et du traité de Nice, pour l'Europe des luttes et des travailleurs

Contre ces pseudo-démocraties et leurs affaires politico-financières : La Vème république avec ses élus au dessus des lois et de tout contrôle par la population, ses institutions antidémocratiques (Sénat, Conseil constitutionnel, présidence de la République…), devra être renversée. Paiement des élus au salaire moyen d'un travailleur, révocabilité des élus. Elections à la proportionnelle.

Pour un nouveau parti des travailleurs :

Pour en finir avec le système capitaliste, les travailleurs et les jeunes doivent s'organiser par eux-mêmes, se doter dune force politique capable de défendre et de faire gagner les intérêts du plus grand nombre.

Ce combat ne peut se limiter à quelques poignées de militants, il doit s'étendre et permettre de poser les bases de la construction d'un parti qui défendra réellement les travailleurs et les jeunes, où ils pourront s'organiser et trouver leur place dans le combat contre le capitalisme. La Gauche révolutionnaire s'efforce de contribuer à la naissance d'un tel parti en France. Parce que ce combat est mondial, la Gauche Révolutionnaire est membre du Comité pour une Internationale ouvrière présent dans plus de 37 pays sur les 5 continents.

" Pour une société démocratique socialiste "

Pour un gouvernement démocratique par et pour les travailleurs, vers une société garantissant un emploi et un logement décent, la santé, l'éducation, la culture etc. pour tous !

La Gauche révolutionnaire lutte pour un monde débarrassé de la misère et de l'exploitation. Un monde où l'économie sera organisée démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes pour satisfaire les besoins de tous. Pour cela, il faut en finir avec le capitalisme et sa loi du profit. C'est par le socialisme, qui n'est ni celui des social-démocraties d'Europe, ni le Stalinisme de l'URSS, par une révolution qui permettra la nationalisation ou la réquisition sous la direction et le contrôle actif des travailleurs des principaux secteurs de l'économie, la planification démocratique de celle-ci en fonction des besoins de tous, que pourra commencer à se mettre en place cette nouvelle société.

Dans quel camp se situent les directions syndicales ?

Plus d'un an après l'arrivée de Sarkozy au pouvoir, l'addition est salée pour les travailleurs, les jeunes, les chômeurs, les précaires…

Lutte courageuse des Goodyear-Dunlop à Amiens Nord. La direction a cherché à imposer un accord déréglementant complètement la semaine de travail tout en procédant à 500 supressions d'emploi. La CGT a utilisé légalement son droit de veto, et les travailleurs de l'usine ont bloqué le site. La direction veut leur faire payer en annonçant 402 licenciements à la rentrée. A aucun moment de cette lutte exemplaire le secrétaire général de la CGT, B. Thibault ne s'est déplacé pour les soutenir. (photo afp)

En effet, c'est une véritable déferlante d'attaques qui s'est abattue et aucun secteur n'a été épargné : franchises médicales, privatisations, casse des services publics avec suppressions massives d'emplois dans la fonction publique, réforme des retraites… et les plus grands projets restent à venir avec en ligne de mire des patrons et du gouvernement, la privatisation de la Poste, la fin des 35 heures, et surtout des CDI et des conventions collectives.

Face à un tel programme, les travailleurs ont essayé de résister. La classe ouvrière française reste parmi les plus combatives d'Europe et il y a eu plusieurs luttes dans de nombreux secteurs, mais peu d'entre elles se sont soldées par une victoire. Ce qu'il aurait fallu pour faire reculer Sarkozy et son gouvernement, c'est un véritable mouvement de grève générale réunissant les travailleurs du public et du privé. Cela aurait été le seul moyen de repousser les attaques dans tous les secteurs et l'ensemble des jeunes et des travailleurs le savent.

Mais tout au long de l'année et à plusieurs reprises, les directions syndicales ont clairement manifesté leur refus d'organiser un tel mouvement. En évitant de prendre leurs responsabilités et de construire une réelle opposition, elles se sont donc positionnées comme les meilleures alliées de Sarkozy pour imposer sa politique capitaliste.

Un frein pour les luttes

Pourtant plusieurs éléments auraient pu permettre d'organiser une vraie riposte contre Sarkozy dont "l'état de grâce" suivant son élection n'a pas duré bien longtemps. Très vite, sa base sociale s'est avérée très fragile, comme l'a confirmé sa dégringolade dans les sondages dès octobre. De plus, la colère contre sa politique n'a cessé de croître durant cette année avec comme points principaux les salaires et les conditions de travail de plus en plus difficiles…

Face à tout cela, les directions syndicales ont joué le rôle de tampon entre la colère grandissante de la classe ouvrière française et la nécessité pour le gouvernement de faire passer son programme, coûte que coûte.

Ainsi, à l'automne 2007, à la veille du mouvement de grève des cheminots contre la casse des régimes spéciaux, B. Thibault, secrétaire général de la CGT, propose une réunion tripartite sur les régimes spéciaux entre le gouvernement, la direction de la SNCF et les syndicats.

Et ceci alors que la très grande majorité des travailleurs se prononçait contre la réforme tout court. Quel genre de message a-t-il alors envoyé aux travailleurs se préparant à entrer en lutte ? La réponse est claire et démontre que les directions syndicales ont déjà capitulé face au gouvernement… La suite est alors sans surprise : un appel à cesser le mouvement alors que rien n'a été obtenu, sinon un report de quelques mois de la mise en œuvre de la réforme.

Un fonctionnement bureaucratique

De plus en plus intégrés à l'Etat, les syndicats se sont fortement bureaucratisés et fonctionnent de manière non démocratique. Ainsi, il n'y a pas de véritables élections pour nommer les dirigeants et les permanents syndicaux par l'ensemble des syndiqués. De la même façon, ces dirigeants peuvent se prononcer sur des sujets essentiels sans tenir compte de l'avis de leurs membres voire même contre la position majoritairement défendue, comme ce fut le cas au sein de la CGT quand Thibault a essayé d'éviter que la CGT se prononce pour le NON au référendum sur la constitution européenne en 2005.

Considérés comme des "partenaires sociaux", les dirigeants syndicaux ne représentent plus une force défendant clairement les intérêts des travailleurs contre ceux des patrons. L'heure est à la recherche de la négociation quoi qu'il advienne, sans même essayer d'organiser une véritable riposte et de construire le rapport de force nécessaire.

Les journées de grève qui ont eu lieu cette année ont été "concédées" par les directions syndicales face au mécontentement de leur base et de l'ensemble des travailleurs. Mais tout a été fait pour détruire le mouvement, empêcher le développement et l'unification des luttes. Les journées sectorielles à répétition en sont le meilleur témoin. A aucun moment, elles n'ont été utilisées par les syndicats pour préparer la suite de la riposte, construire un mouvement dans un secteur pour ensuite l'élargir. Combien de manifestations se sont encore achevées dans l'incertitude et sans perspectives, sans même une prise de parole sur les suites à donner au mouvement, renvoyant chacun au boulot dès le lendemain, non sans amertume ? Avec de telles méthodes, les directions syndicales ont donc organisé la démobilisation des travailleurs et des jeunes qui souvent voulaient lutter.

Le rôle d'un nouveau parti des travailleurs

Construire une véritable opposition dans les syndicats et permettre aux travailleurs de se réapproprier ces outils de luttes sont des conditions essentielles pour organiser la riposte de la classe ouvrière. Pour nous, cette question est liée à celle d'un nouveau parti des travailleurs qui réunirait des travailleurs militants des différents secteurs et organisés dans les syndicats. Ils pourraient ainsi discuter de la stratégie pour les luttes, des moyens de pression sur les directions locales, régionales et nationales pour contrer le programme d'aménagement du capitalisme et les méthodes bureaucratiques des actuels dirigeants syndicaux.

Ainsi, la bataille pourrait être menée au sein-même des syndicats pour préparer une journée de grève commune public-privé dès la rentrée, comme premier pas vers un mouvement d'ensemble, seul moyen pour stopper les attaques de Sarkozy.

Lise de Luca

L'Égalité vous a plu ? vous voulez être sûr(e) de lire chaque numéro ? N'hésitez plus :

ABONNEZ-VOUS

☐ **je souhaite m'abonner au journal L'Egalité (10 numéros = 12 euros, étranger et abonnement de soutien = 20 euros, chèque à l'ordre des "Amis de L'Egalité")**

Nom :_____ _____Prénom :_____

Adresse :_____

_____

à retourner à :

Les amis de l'Egalité, 82, rue Jeanne d'Arc centre 166, 76000 Rouen

Allons-nous les supporter encore longtemps?

Depuis un an que la droite est au pouvoir, elle a pu à peu prêt mettre en place son programme. Le président Sarkozy est bien le digne représentant des capitalistes et de la bourgeoisie. Malgré les grèves et manifestations depuis son élection, et sa chute dans les sondages, son gouvernement continue de multiplier les attaques sans qu'il semble possible de les stopper.

La faute en est tout d'abord à la soit disant "gauche" (PS, Verts, PCF) qui se contentent de timides dénonciations de façade et ne défendent pas les travailleurs et les jeunes. Mais les directions nationales des syndicats ont aussi une large part de responsabilité en refusant de préparer une riposte à la hauteur des attaques. Les travailleurs et les jeunes ont besoin d'une vraie opposition politique et d'une stratégie pour développer des luttes efficaces contre le patronat et la bourgeoisie.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise

L'économie mondiale est sans doute à un tournant. Une récession économique ou une crise aux USA aurait des conséquences bien plus profondes que la baisse des Bourses à laquelle nous avons assisté ces derniers mois. Elle se traduirait très certainement en Europe par de nouvelles vagues de licenciements massifs, de délocalisations et d'attaques contre les salaires et contre tous les acquis sociaux.

La crise des subprimes fait suite aux crises successives des années 90 et 2000 basée sur l'éclatement des bulles spéculatives, en particulier des nouvelles technologies; qui elles-mêmes ont mené à un déplacement de la spéculation sur les matières premières. Certains économistes capitalistes et banquiers n'hésitent pas à admettre avec un certain cynisme que la spéculation sur les matières premières a été développée car c'est un des rares secteurs qui concerne des biens dont on ne peut pas se passer, donc pour lesquels il y aura toujours un marché ! Ce n'est donc pas une simple malchance, c'est bien une crise due au fonctionnement même du capitalisme. Il est difficile de prédire avec certitude quel sera le caractère exact de la crise à venir, mais la majorité des analystes économiques s'accordent pour dire que ce sera une crise plus forte que le gros krach de 1929, et qu'il n'y a pas de solution à long terme pour l'éviter.

Sarkozy accélère les attaques

Et c'est aussi pour essayer d'anticiper sur les effets d'une telle crise que les gouvernements pressent le pas sur les attaques contre les acquis sociaux et les conditions de travail. La France n'échappe pas à cela. L'objectif du gouvernement Sarkozy, main dans la main avec le patronat (et avec la passivité coupable de la soit disant "gauche") est d'une part d'accélérer les mesures néolibérales, qui n'ont pu passer que partiellement en France grâce à la résistance des travailleurs dans les années 90, et de cette façon de créer des conditions plus favorables pour les patrons. L'objectif des attaques contre le CDI, pour faciliter les licenciements, pour flexibiliser le marché du travail, pour augmenter le nombre d'heures supplémentaires ou encore pour faire primer les accords d'entreprise sur les accords de branche, est de laisser plus de latitude au patronat pour adapter la force de travail à sa recherche de profits. Les attaques en parallèle pour vider les services publics de leur sens et favoriser les entreprises privées (Santé, SNCF, Poste, Education...) vont aussi dans le même sens.

Face à cette politique, il n'y pas de réelle opposition. Le PS ne critique le projet du gouvernement que sur la forme, car il est d'accord pour gérer le capitalisme; il ne peut donc que faire des propositions qui vont dans le sens des intérêts des capitalistes. Vu les faibles marges de manœuvre économique, leurs propositions sont forcément limitées. Car pour mettre en place des services publics de qualité pour tous, il faudrait s'en prendre aux profits des grandes entreprises. De la même manière, pour défendre réellement le pouvoir d'achat il faudrait une augmentation massive des salaires ce qui implique une lutte frontale contre le patronat pour prendre sur leurs profits.

Lutter dès aujourd'hui contre le capitalisme pour le socialisme...

Toute cette année, les militants de la Gauche révolutionnaire ont participé aux luttes des jeunes et des travailleurs, en expliquant le contenu des attaques et le lien entre elles, en proposant des bases revendicatives et une stratégie pour renforcer et développer ces luttes. Ce fut particulièrement le cas lors des grèves de l'automne ou celles des lycéens au printemps. A chaque fois, nous avons montré le lien existant entre chaque mesure : par exemple, les suppressions successives de postes dans l'Education préparent le terrain à une casse du Bac qui va renforcer les inégalités dans l'Education. Et surtout, nous avons montré le plus souvent possible la cause même de toutes les attaques de Sarkozy-Fillon : le capitalisme. Il ne s'agit pas, comme veut le faire croire la "gauche" officielle, d'erreurs ou de mesures insuffisantes. Il s'agit d'une politique consciente, au service des plus riches et du grand patronat, contre le reste de la population et principalement les travailleurs. C'est donc une lutte commune à tous les travailleurs, sur la base de nos revendications qu'il faut organiser. La question n'est pas de négocier avec Sarko-Fillon et le Medef, mais de stopper leur politique, et de construire une véritable alternative au système capitaliste.

C'est ce que nous défendons à chaque fois : les luttes actuelles peuvent servir à accumuler les forces pour pouvoir un jour reprendre l'offensive. Il faut pour cela avoir une perspective claire, un système où l'économie est organisée par les travailleurs eux-mêmes, démocratiquement, en fonction des besoins de tous et non des profits d'une poignée. Seul le socialisme authentique peut permettre cela, et débarrasser l'économie de la loi du profit et de l'exploitation qui provoquent toujours plus de chômage, de pauvreté, de destruction de l'environnement… Cette perspective d'une société socialiste, nous la défendons dans chaque lutte, en avançant des revendications comme une éducation, la santé, les transports… gratuits et accessibles à tous et toutes....

...en rejoignant la Gauche Révolutionnaire

Face à la violence et à la multiplication des attaques, il apparaît clairement que de simples journées de manifestation ou même de grève séparément ne sont pas efficaces. C'est bien une grève d'ensemble contre toute la politique de Sarkozy qu'il faut préparer dès aujourd'hui. Pour cela une première journée de grève public/privé est nécessaire pour permettre aux différents secteurs de se rassembler et de s'organiser. Sur la base d'Assemblées Générales sur les lieux de travail, de réunion de travailleurs et de jeunes, on pourrait discuter d'une base revendicative et d'action commune. Ainsi, cela permettrait de créer des structures de lutte démocratiques pour que les travailleurs contrôlent leur lutte et pour faire pression sur les directions syndicales.

Face à l'absence de représentation politique du camp des travailleurs et face à l'offensive idéologique des capitalistes, la perspective d'une alternative au capitalisme n'est pas défendue ni discutée par aucune force à l'échelle nationale, et cela représente un obstacle au développement d'une lutte consciente contre le capitalisme et ses représentants. L'un des défi pour les travailleurs et la jeunesse est de se construire un outil qui permette de discuter et de lutter pour une alternative socialiste au capitalisme. C'est pour défendre une telle orientation que la Gauche révolutionnaire participe au processus de création d'un Nouveau Parti anticapitaliste initié par la LCR (cf. page 5).

Pour lutter efficacement contre le capitalisme, il faut lutter pour le socialisme ! C'est le fondement même de notre organisation en France et de notre internationale, le CIO (présente dans 40 pays sur tous les continents).

N'hésitez pas à nous contacter et à nous rejoindre pour construire la lutte contre Sarkozy et le capitalisme.

VP

Accord sur le dialogue social :

Les directions syndicales à la soupe sarkoziste

Le 23 mai, la quasi-totalité des confédérations et fédérations syndicales (y compris Solidaires et la FSU – appâtés par une nouvelle reconnaissance -, mais pas FO – qui craint d'y laisser des plumes) ont signé un accord sur la «rénovation du dialogue social dans la fonction publique». Cet accord est significatif de ce que sont devenus les syndicats en France.

Il est sensé actualiser la représentativité de chaque organisation syndicale, dont les principes dataient de 1946. Il entérine surtout la compétition entre ces organisations pour gagner le plus de « représentativité », avec pour objectif de gagner le plus de subsides de l'Etat, et aussi de postes pour leurs dirigeants. Il n'est pas le premier de ce type : dans les transports publics (SNCF-RATP), CGT et CFDT avaient déjà signé un protocole de négociations («alerte sociale») en 2004, arguant que «le recours à la grève constitue un échec du dialogue social ; c'est pourquoi les partenaires sociaux cherchent à réduire le nombre de conflits».

C'est d'autant plus grave que les directions des syndicats ont signé ce texte dans un contexte d'attaques contre les services publics, contre les droits de leurs personnels, avec en particulier la mise en place du service minimum. Celui-ci contraindra en effet les personnels à se déclarer grévistes à l'avance, les organisations syndicales n'auront le droit de déposer un préavis de grève que lorsque des négociations préalables auront eu lieu. Pour les travailleurs, dialogue social plus service minimum représentent un frein majeur à l'organisation des luttes.

Comment des organisations qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs peuvent-elles signer ainsi des deux mains ce qui apparaît au premier degré comme un marché de dupes ? Thibault et Chérèque ont fait semblant d'être surpris par la manière dont le gouvernement a conclu les négociations sur le temps de travail. Il faut pour cela comprendre ce que représentent ces appareils syndicaux dans la société capitaliste. Ils se considèrent comme des «partenaires» du patronat et du gouvernement et n'envisagent leur action que dans le cadre de «négociations». On voit pourtant clairement que les intérêts antagonistes et donc les luttes de classes se durcissent. Toutes les mesures gouvernementales vont dans ce sens. Et leur mise en application montre ce que ce gouvernement entend par «négociation».

Comme Trotsky l'expliquait, les appareils syndicaux tendent de plus en plus à s'intégrer à l'appareil d'Etat. Tel un Thibault discutant dans les salons dorés de Matignon, que ce soit avec Villepin ou Fillon, pendant que les militants de la CGT sont en lutte, voire en butte aux flics. Cette politique menée par les directions syndicales constitue l'obstacle le plus efficace au développement et à la convergence des luttes. Sarkozy tout comme Royal l'ont bien compris, qui appelaient de leurs v?ux le développement des syndicats, voire l'obligation faite aux travailleurs de se syndiquer. Selon leurs conceptions, cela constitue l'outil de contrôle des luttes le plus efficace. A cela nous opposons une conception des syndicats combatifs, basés sur des principes de lutte de classe et de fonctionnement démocratique.

Pascal Grimbert

Attaque sur les 35h : flexibiliser les travailleurs au maximum pour les exploiter au maximum

Comme promis, le Parlement doit entériner cet été les conclusions des négociations patronat-syndicats sur la représentativité syndicale et le temps de travail publiées le 9 avril.

Laurence Parisot se réjouissait alors que les partenaires sociaux aient pu «acter la possibilité de déroger aux accords de branche en matière de contingent d'heures supplémentaires», c'était pour elle «une révolution silencieuse» (point de presse du 15 avril). CGT et CFDT n'étaient pas moins lyriques même si la première ne mettait l'accent que sur le volet prime aux gros syndicats des accords : «Ensemble, écrivons une nouvelle page du syndicalisme» titrait par exemple la NVO du 18 avril.

Si FO et les petits syndicats ne participaient pas à l'enthousiasme des grands, c'était essentiellement parce que leur représentativité risquait d'en souffrir. Mais dans la CGT, tout le monde n'appréciait pas la restriction des droits des représentants syndicaux et l'abandon du principe selon lequel un accord d'entreprise ne peut qu'être plus favorable aux salariés qu'un accord de branche, celui-ci devant être lui-même plus favorable qu'un accord interprofessionnel. Ainsi 7 fédérations professionnelles sur 26 se sont prononcées contre la «position commune» avec le MEDEF.

Presque tout allait donc pour le mieux dans le dialogue social grâce à « l'évolution d'une CGT longtemps bloquée dans ses archaïsmes » (Les Echos du 17 avril). Mais, patatras, Sarko veut aller plus loin que ce que le MEDEF a réussi à faire avaler à Thibault et Chérèque ! Même des syndicats minoritaires pourront signer des accords d'entreprise augmentant plus la durée du travail que les accords de branche ! Face à Devedjian et aux extrémistes de l'UMP qui en rajoutent et que Sarko fait rentrer dans le rang, les signataires de la «position commune» s'indignent, Laurence Parisot en tête «Il faut tordre le cou aux 35 heures, mais pourquoi le tordre en même temps au dialogue social ?» (La patronne des patrons se souvient que l'échec du CPE est dû en partie au fait que Villepin n'a pas essayé de rallier au moins la CFDT à son plan avant de le lancer). Les dirigeants syndicaux lancent la grève et les manifs du 17 juin pour sauver la face. Mais, en écrivant dans le Monde du 6 juin : «Cet acte (la position commune du 9 avril) est historique tant on déplore une France championne du monde des grèves, incapable de se réformer.». Chérèque ne motive pas vraiment les troupes. Echaudée par les nombreuses journées d'action précédentes volontairement non coordonnées, la base suit mollement, le million de manifestants annoncé n'est pas là. Parisot ne se sent plus obligée de soutenir la CGT et la CFDT et considère que le texte du gouvernement est bon pour les entreprises.

Qu'on ne compte pas sur nous pour pleurer sur les lois Aubry qui sont dépecées en même temps que des pans entiers du Code du Travail. Nous avons dénoncé à l'époque toutes les contreparties néfastes pour les travailleurs de cette fausse réduction du temps de travail : gel des salaires, annualisation, flexibilité, petites entreprises non concernées etc. Mais, naturellement, nous appelons à combattre l'encouragement aux heures supplémentaires qui entretient le chômage et esquive l'augmentation des salaires de base, seul moyen de défendre le pouvoir d'achat.

Jacques Capet

Ports autonomes : des travailleurs bien isolés

Depuis des mois, cette catégorie d'installation portuaire est régulièrement perturbée voire carrément paralysée par les différentes actions menées par les agents. Et ces actions ne sont pas sans effets puisque les patrons concernés, les armateurs, ainsi que les directions des ports autonomes, ne cessent de se lamenter de toutes les pertes qu'ils subissent.

Ces grincements montrent bien que ces actions ont une portée significative mais le principal problème pour les travailleurs portuaires est que leurs actions sont restées cantonnées à leur secteur.

Les syndicats y sont extrêmement puissants, et plus particulièrement la CGT qui organise les dockers, et la conscience de classe y est souvent très forte. Mais à l'échelle du monde du travail, ceux-ci sont peu nombreux et présents dans peu de villes.

La direction confédérale de la CGT n'a jamais esquissé une quelconque initiative concrète de soutien alors que la privatisation des ports est un problème qui dépasse largement la question du statut des agents. Les voies de chemin de fer des ports sont également privatisées et soumises aux appels d'offre pour le frêt (par exemple, Véolia augmente de plus en plus sa présence au Havre), ce qui concerne également les fédérations de cheminots.

Mais surtout, le gouvernement et le patronat attaquent une catégorie de travailleurs particulièrement avancée dans son organisation dans une logique de classe, même déformée par le stalinisme, et représentant un socle important de militants pour la CGT. Cependant, les dirigeants syndicaux n'ont cessé de jouer avec le corporatisme allant jusqu'à laisser croire que cette réforme lancée par une loi pourrait être défaite par les portuaires seuls.

Et donc, faute d'une réelle bataille élargie, et alors que ces travailleurs des ports étaient très présents dans les grèves interpro, les bureaucrates préparent leur sacrifice pour garder leur place dans les salons de négociation comme le montre le communiqué de la FNPD CGT (Fédération Nationale des Ports et Docks) du 25 juin 2008 qui réclame une «application souple, multiforme et non agressive de la loi» !

Une fois de plus, cette lutte a montré que les agents des ports comme les autres travailleurs ont besoin de vrais syndicats de lutte qui défendent sans compromis leurs intérêts contre ceux des patrons.

Olivier Ruet

Grève des travailleurs sans papiers des restaurants "Chez Papa"

Les travailleurs sans papiers de la chaîne de restaurants parisienne "Chez Papa" sont en grève et occupent leur lieu de travail depuis le 15 avril pour demander leur régularisation.

La CGT et l'association Droits devant, réagissant à la situation désastreuse des sans papiers, en l'occurrence travailleurs, ont organisé avec ceux-ci en avril une grève dans toute l'Ile de France pour exiger leur régularisation. À "Chez Papa", ce ne sont quasiment que des sans papiers qui sont employés (facile, ils représentent une main d'oeuvre malléable et bon marché !). Et voyant leurs conditions de vie déjà honteuses (pas de protection sociale, horaires énormes, peur de se faire arrêter) se dégrader de jour en jour, ils ont entamé une dure et courageuse grève pour obtenir leur régularisation face à un gouvernement qui ne veut rien lâcher. Leur mouvement ne faiblit pas : une nouvelle vague de grève de sans papiers est venue gonfler les rangs. Cependant, la CGT refuse d'appeler à une généralisation du mouvement de grève de tous les sans papiers pour leur régularisation. Même si les régularisations se font au compte goutte, ils tiennent bon, sous les mêmes mots d'ordre : "On a commencé ensemble, on finira ensemble !", "On sera là jusqu'au bout ! Jusqu'à la régularisation de tous les sans-papiers !". Leur détermination a déjà permis d'obtenir la régularisation de 35 personnes sur 40 à la date du 6 juillet.

La Gauche Révolutionnaire soutient activement cette lutte en allant militer avec les grévistes sur leurs lieux d'occupation et revendique la régularisation immédiate de tous les sans papiers avec carte de séjour de 10 ans et l'égalité des droits entre français et immigrés, tout de suite !

En avril quelques 300 travailleurs sans papiers d'une vingtaine d'entreprises francieliennes se sont mis en grève simultanément pour exiger leur régularisation.

Incendie au centre de rétention de Vincennes.

Au moment où l'Europe fixe à 18 mois la durée maximale d'un séjour en centre de rétention (avec la bénédiction de la France qui se justifie en disant que c'est un progrès pour les pays où il n'y avait pas de limite établie et que dans l'hexagone, on en restera pour le moment à 32 jours), les deux centres de Vincennes flambent et leurs occupants doivent être évacués. Avec 280 places en moins à sa disposition, Hortefeux ne va pas pouvoir tout de suite augmenter le nombre des sans-papiers retenus ou prolonger davantage leur enfermement dans l'attente des documents nécessaires à leur expulsion du territoire.

De plus, il faut s'attendre à de nouvelles restrictions aux libertés de ceux qui dénoncent le sort qui est fait aux sans-papiers : ce n'est pas par inadvertance que le député Lefèvre, porte-parole de l'UMP (qui veut inscrire son nom dans la liste des élus les plus droitiers des Hauts-de-Seine avec Pasqua, Devedjian et Sarkozy), a accusé RESF et les autres participants à la manif qui avait lieu le 22 juin devant le centre d'avoir encouragé les retenus à y mettre le feu. Même la CIMADE pourrait voir réduites ses possibilités de renseigner les sans-papiers sur leurs droits.

Maupassant en Anjou, Zola à Nanterre

C'est le titre d'un tract de l'UL CGT de Nanterre qui soutient 46 ouvriers sans-papiers de l'entreprise BMS spécialisée dans la démolition et le désamiantage (ils se sont reconnus parfaitement dans le témoignage d'un occupant du chantier de la rue Xaintrailles publié dans le dernier N° de l'Egalité). Pourquoi ces références à des écrivains du 19ème siècle ? Parce que M. Buisson, patron de Buisson Multi Services, qui traitait son personnel comme ses homologues décrits par Zola dans Germinal et quelques autres romans, est aussi propriétaire d'un vaste domaine en Anjou, le Parc Maupassant de Bois Savary.

Comme quoi on peut avoir des marges confortables dans la sous-traitance. Il est vrai qu'en embauchant le plus possible de sans-papiers comme le faisait M. Buisson, on n'est pas écrasé par les charges salariales et on peut faire sur leur dos des profits considérables. Officiellement, les donneurs d'ordre (les grandes entreprises du BTP, Bouygues et cie) ignorent tout des multiples infractions à la législation de ces négriers modernes…

Première réunion nationale des comités pour un Nouveau parti anticapitaliste (NPA)

Les 28 et 29 juin, la première coordination nationale des comités d'initiative pour un nouveau parti anticapitaliste s'est tenue à Paris. Ces comités ont été initiés suite à l'appel lancé par la LCR et son porte parole Olivier Besancenot fin août 2007, appel renouvelé fin janvier lors du congrès de la LCR.

Cette première réunion a regroupé environ 900 personnes de 300 comités de toute la France. Cette réunion nationale était attendue par un grand nombre de militants investis dans ces comités depuis un peu plus de six mois. En effet, le lancement a été très inégal depuis fin 2007 selon les régions. Certaines, comme le Sud Est avec Marseille et les Bouches du Rhône ou la région de Mulhouse, avaient lancé le processus avant janvier, d'autres comités venaient de se créer début juin 2008. Depuis le printemps, dans une période de luttes dans la jeunesse, de journées de grève contre les attaques de Sarkozy contre les retraites, de casse de la Fonction publique et de luttes sur les salaires, la question d'une coordination de l'activité des comités créés devenait cruciale.

Cette première réunion a été un succès numérique évident. La majorité des participants ont montré leur volonté que le processus avance. Cette réunion n'était cependant pas prête à discuter et décider d'un véritable agenda d'actions et d'un rythme de débats internes nécessaires au sein du NPA. Il n'y a pas eu, de la part de la LCR qui organisait cette réunion nationale, la volonté d'impulser des discussions dans tous les comités en amont, il y a un mois et demi, quand la date a été publiée. Ce sont donc naturellement sur les questions de fonctionnement et d'organisation du NPA que les débats se sont cristallisés. Et ce, souvent au travers des désaccords sur la manière de décider des suites, sur quel type de direction provisoire, sur la représentation des différentes sensibilités politiques, sur le poids de la LCR...

Faire avancer le processus

Il aurait été prématuré de vouloir débattre et trancher d'un programme pour le NPA à cette réunion ou de figer un fonctionnement, mais il était possible de donner l'impulsion des débats nécessaires sur les points de programme à débattre et sur l'action du NPA pour intervenir en direction des travailleurs et des jeunes inorganisés qui cherchent une alternative politique.

Tel a été le sens de l'intervention de la Gauche révolutionnaire dans cette réunion, dans son intervention dans le débat central et en commissions ainsi qu'avec une courte contribution écrite. Nous avons rappelé notre volonté de construire un nouveau parti. Notre déclaration était centrée autour de trois axes : De quel type de parti a-t-on besoin et pourquoi la perspective socialiste est-elle nécessaire pour ce parti ? Quel fonctionnement permettrait un processus ouvert et démocratique pour clarifier les enjeux et les débats et de construire dès maintenant ? Quel court programme revendicatif d'actions pour intervenir dans la situation politique, construire les luttes et populariser la nécessité d'un nouveau parti pour les travailleurs ?

Au final de cette réunion, grâce à la volonté des participants que le processus avance, une déclaration politique est sortie pour marquer l'étape actuelle et intervenir en septembre-octobre. Si elle affirme qu'une «nouvelle perspective socialiste est nécessaire pour le XXI ème siècle», elle prétend aussi ne pas avoir de modèle politique et ne clarifie donc pas le sens du projet politique du NPA. Les débats sur le programme, sur la perspective socialiste face au capitalisme sont donc incontournables.

Un parti pour les luttes

Quant au calendrier, proposé par la LCR, il est assez serré. Il fixe notamment un congrès des comités d'initiative pour un nouveau parti fin janvier 2009, avant les élections européennes de mars 2009. Il ne faudrait pas que cette échéance électorale accélère de manière artificielle le rythme interne du NPA et fige prématurément un processus de développement qui peut prendre du temps, au risque de le plomber. L'échéance la plus importante reste la préparation des luttes à la rentrée et la capacité du NPA de jouer un rôle décisif dans celles-ci.

Un comité national provisoire de pilotage de 60 personnes a été validé regroupant le Bureau politique de la LCR (une vingtaine), une dizaine de jeunes, 30 personnes des comités locaux non membres de la LCR, deux représentants observateurs de la Fraction de Lutte ouvrière et un de la Gauche révolutionnaire. Beaucoup de participants ont regretté le manque de discussions en amont permettant que chaque membre des comités puisse débattre et mesurer les enjeux et le développement national de l'initiative du NPA.

Tout reste donc à faire pour permettre d'intensifier les débats nécessaires et l'intervention du NPA. Un programme combatif portant la perspective anticapitaliste socialiste au coeur des combats et des luttes est nécessaire pour les travailleurs et les jeunes. C'est dans cet objectif que la Gauche révolutionnaire/CIO continuera de faire ses propositions de programme et d'actions dans le cadre du NPA.

Leila Messaoudi

coordination nationale des comités NPA, les 28 et 29 juin

Nouveau parti anticapitaliste ou Nouveau parti des travailleurs ?

La situation politique est aujourd'hui complexe. En effet on a affaire d'un côté à un gouvernement qui multiplie les attaques et de l'autre à une colère sans cesse croissante des jeunes et des travailleurs sans que cela ne débouche concrètement sur le terrain politique. C'est qu'au delà de leur volonté d'en découdre avec le gouvernement Sarkozy, ces derniers ne disposent pas d'un outil politique les organisant et leur permettant de construire un rapport de forces efficace.

La pierre d'achoppement est bien là. Ceux qui ont participé aux dernières luttes et manifestations s'en sont bien rendu compte. La détermination est bien là, les slogans sur l'unité entre public et privé autour d'une journée de grève sont bien perçus. Mais cela ne se traduit pas encore concrètement. Et l'on voit une multitude de grèves, souvent déterminées mais isolées, se multiplier dans le privé notamment. Sans que se développe chez les travailleurs à une échelle de masse - et ceci est lié à la désintégration du mouvement ouvrier - la conscience de leur force et du rôle qu'ils ont à jouer en tant que classe ouvrière sur le terrain politique.

Organiser la classe ouvrière

C'est donc à cette nécessité d'organiser les jeunes et les travailleurs que doit répondre la création d'un nouveau parti. Pour cela, il doit leur apparaître comme un outil efficace dans leurs luttes, pour défendre leurs intérêts immédiats et construire une riposte à la politique des capitalistes. Son dynamisme sera donc lié à sa capacité à s'adresser en premier lieu aux travailleurs et aux jeunes. Et cela se fera en intervenant dans leurs luttes. Bien sûr une couche de travailleurs et de jeunes ont déjà plus ou moins clairement fait le bilan de la nécessité de combattre le capitalisme. Mais pour la majeure partie ceci reste très abstrait, sans lien concret avec leur lutte contre le patronat et le gouvernement. Le danger pour le nouveau parti serait de se couper de ces couches entières, pourtant en recherche d'un moyen pour lutter et gagner. C'est donc d'abord en étant un parti des travailleurs, intervenant dans les luttes, en organisant des campagnes autour de revendications défendant leurs intérêts et posant la question du système capitaliste et de son alternative, dans les entreprises, dans les quartiers, dans les syndicats, dans les facs et les lycées, que ce nouveau parti apparaîtra à une échelle de masse comme un outil efficace et donc attractif.

«Dans chaque lutte classe contre classe, le premier but est un but politique. La classe dominante défend sa position politique élitiste, autrement dit, la garantie de sa majorité au sein des organes législatifs. La classe opprimée tente d'abord d'obtenir une partie du pouvoir politique, ensuite l'intégralité pour être capable de changer les lois existante en fonction de ses intérêts."

Friedrich Engels

Afficher la perspective socialiste

D'autre part présenter l'anticapitalisme comme le principe fondateur autour duquel s'articule le programme risque de ne pas être un rempart efficace contre une tendance possible à aller vers le réformisme. Car c'est prendre le risque de limiter la portée du parti à la remise en cause du système et ne pas mettre en avant la perspective ; c'est présenter la cause de l'oppression, sans parler de sa solution.

Alors, anticapitaliste, le nouveau parti doit l'être mais sans oublier l'expression de la lutte des classes au quotidien, sans oublier que ce système est l'expression de l'exploitation par la classe bourgeoise de la classe ouvrière, et que seule cette dernière est à même de le renverser. Au risque, sinon, de vider le mot anticapitaliste de sa substance et de glisser progressivement vers un abandon du principe de l'indépendance de classe.

Cela veut aussi dire qu'il ne faut pas sous-estimer les illusions du réformisme présentes chez de nombreux travailleurs ou jeunes. Et cela ne se limite pas à combattre les idées et programmes des forces (Attac, directions syndicales...) qui proposent d'amender le capitalisme. Au contraire, pour être efficace le nouveau parti devra développer un programme se fondant sur le refus de toute compromission avec les représentants et alliés plus ou moins déclarés de la bourgeoisie. Mais ceci doit être construit par des confrontations positives et ouvertes entre les membres du nouveau parti. Car c'est justement en offrant un lieu de débat, où tirer les bilans et les perspectives politiques de chaque expérience de lutte, que l'on pourra pleinement poser la question du système capitaliste, de son fonctionnement et de son but. C'est ainsi en se battant pour des revendications concrètes comme des transports publics gratuits, un logement décent pour tous ou encore un emploi et un vrai salaire pour tous que les jeunes et les travailleurs concluront que dans ce système il y a deux camps, que chaque acquis des travailleurs sera systématiquement remis en cause par le capitalisme et que rien ne permettra à la classe ouvrière de réaliser ses aspirations si ce n'est de renverser ce système d'oppression. Ainsi c'est sur leurs expériences concrètes que la perspective du socialisme peut être développée.

Geneviève Favre

Demandez la dernière brochure de la Gauche révolutionnaire

La nécessité d'un nouveau parti des travailleurs est une question centrale depuis de nombreuses années, en France mais aussi dans la plupart des pays du monde.

Depuis plusieurs années la Gauche révolutionnaire, en lien avec les autres sections de notre internationale, analyse cette question. Par quels moyens construire un tel parti, et dans quelle perspective ?

Ce sont ces questions qu'aborde notre brochure, disponible pour 2 euros auprès des militants ou en écrivant au journal.

70 ans après
internationa

Il y a 70 ans, des délégués d'une vingtaine de pays fondaient la 4ème internationale et adoptaient le "Programme de transition" initialement rédigé par Trotski. Cela constituait une nouvelle étape, d'une très grande importance, dans le combat pour le véritable socialisme, contre la dégénérescence de la révolution russe et la bureaucratisation de l'URSS sous la direction de Staline. Le programme est encore aujourd'hui fondamental, car il défend une méthode et une approche qui correspondent encore aux tâches qui sont les nôtres si on veut réellement se débarrasser du capitalisme.

Si nous nous définissons comme "trotskistes", ce n'est pas par culte de l'individu. Trotski a été un militant marxiste, luttant sans cesse avec des millions d'autres pour la victoire du socialisme. Il a dirigé par deux fois la révolution en Russie (1905 et Octobre 1917), et a tenté de répondre aux questions théoriques et pratiques qui se posaient à son époque. Devant la bureaucratisation du régime en URSS, il a mené un long combat d'opposition qui aboutira à son assassinat sur ordre de Staline, en août 1940.

La révolution socialiste avait triomphé en octobre 1917 en Russie mais n'avait pas encore réussi à le faire dans d'autres pays. Après des années de souffrances (guerre civile, invasion d'armées étrangères, sabotage, isolement économique…), la jeune révolution russe connaissait enfin un moment un peu plus calme mais voyait un danger surgir : une importante bureaucratisation qui s'était installée du fait justement de toutes les difficultés précédentes. Lénine, principal dirigeant de l'URSS avait commencé à dénoncer cette bureaucratisation et préparé, avec Trotski, un plan de lutte contre Staline et la bureaucratie. Mais, de plus en plus malade, il ne pouvait plus jouer ce rôle.

L'opposition de gauche

A la fin de 1923, de très nombreux militants et dirigeants communistes lancèrent une offensive contre Staline et Zinoviev qui dirigeaient le Parti et l'Internationale communiste, et étaient à la tête de la bureaucratie de l'Etat soviétique. Les opposants exigeaient un retour à la démocratie dans le Parti et dans les conseils ouvriers (les soviets), un début de politique industrielle planifiée démocratiquement. Ils s'insurgeaient contre les méthodes autoritaires, l'étouffement du débat théorique que pratiquaient Staline et Zinoviev. C'est ainsi que fut formée l'opposition de gauche. Afin de dépolitiser le débat en le ramenant à une seule personne (alors que les opposants représentaient au moins un tiers du parti à Moscou par exemple), et parce qu'il représentait leur opposant le plus implacable, les bureaucrates créèrent le terme "trotskiste" et ce terme sera sans cesse repris à chaque fois qu'il fallait caricaturer ou dénaturer les idées des opposants à Staline.

L'opposition fut vaincue par les manœuvres (nomination des délégués au congrès au lieu de leur élection, limitation du débat). Après d'autres tentatives d'opposition (dont une avec Zinoviev qui capitulera rapidement devant Staline), Trotski fut exclu du Parti communiste en 1927 puis expulsé d'Union soviétique en 1929. Mais il continua le combat pour le socialisme, ce qui en URSS et dans la 3ème internationale, fondée à la suite de la révolution d'octobre 1917, passait par un réarmement programmatique et le renversement de la bureaucratie : une révolution politique. Malgré l'exécution de milliers de "trotskistes" en Russie soviétique et de part le monde, cette opposition continua de travailler pour donner un nouvel outil aux travailleurs pour renverser le capitalisme. C'est la complète capitulation de la 3ème internationale et des staliniens devant la victoire des nazis en Allemagne en 1933 qui convainc Trotski de la nécessité d'une nouvelle internationale. Rassemblant les partisans d'une lutte marxiste contre le stalinisme, ce travail se trouva précipité par la marche vers la 2nde guerre mondiale.

Construire une nouvelle internationale révolutionnaire après la trahison de l'Internationale "communiste"

La première guerre mondiale avait laissé les militants marxistes complètement isolés sans outil face à la capitulation complète des dirigeants des partis social-démocrates qui avaient voté les crédits de guerre et soutenu leur propre bourgeoisie contre les travailleurs des autres pays, bafouant la perspective marxiste qui dit "Prolétaire de tous les pays, unissez vous". Trotski se souvenait de l'énorme difficulté à regrouper les authentiques internationalistes en 14-18, la plupart s'étant retrouvés isolés dans leurs pays. Les dirigeants des partis de la deuxième internationale se comportaient comme des agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, empêchant que les idées authentiquement socialistes et internationalistes circulent dans les organisations liées à la 2ème internationale. Pour essayer d'éviter une telle confusion face à une 2nde guerre mondiale, il s'agissait de créer un instrument international pour rassembler tous ceux qui n'avaient pas abandonné la perspective de la révolution socialiste, au moment où Staline passait un pacte avec l'Allemagne nazie. La période était difficile, pleine de confusion, marquée par l'offensive du nazisme, la défaite des travailleurs dans de nombreux pays (France et Espagne notamment) du fait des manœuvres des staliniens, qui, pour préserver leur position en URSS, bloquaient les possibilités de révolution socialiste pour s'attirer les bonnes grâces des bourgeoisies occidentales. Et, la volte face du pacte germano-soviétique ajouta encore plus à la confusion.

Trotski aura été un infatigable combattant pour la révolution socialiste et contre la caricature monstrueuse de celui-ci qu'aura été le stalinisme. Aujourd'hui, s'affirmer trotskiste pourrait paraître un peu désuet surtout s'il s'agissait de réciter ses textes de manière abstraite. Il ne s'agit pas de vouer un culte personnel mais d'être capable d'utiliser les idées et analyses trotskistes, tout comme le reste du marxisme révolutionnaire, pour affronter la situation actuelle et trouver un chemin dans la construction d'un parti révolutionnaire pour la victoire du socialisme.

Continuer le combat pour construire un véritable parti révolutionnaire

Les idées réformistes, les illusions, les imprécisions, si elles ne sont pas correctement combattues, pourraient mener aux mêmes erreurs qu'au 20ème siècle où les Partis communistes et socialistes ont été incapables de mener au socialisme et ont abandonné cette perspective, faisant rater aux travailleurs les possibilités de prendre le pouvoir et de renverser le capitalisme. Dans la période qui vient, notamment du fait de la construction d'un nouveau parti anticapitaliste impulsé par la LCR, le combat pour la clarification du programme, la construction d'un véritable parti des travailleurs pour le socialisme, va être crucial. C'est pour cela que nous profitons de la commémoration du 70ème anniversaire de la fondation de la 4ème internationale pour évoquer quelques uns des points majeur du "trotskisme", sans pouvoir les traiter tous (notamment l'analyse du fascisme, de la nature de la bureaucratie et du stalinisme,…).

Les tâches fondamentales des marxistes n'ont pas changé: il s'agit de construire un parti ayant un soutien de masse parmi les travailleurs, permettant à une partie significative d'entre eux de s'organiser et de construire un instrument pour leurs luttes actuelles et pour en finir avec ce système d'exploitation qu'est le capitalisme.

Se réapproprier les analyses, les méthodes, la théorie marxiste dans leur ensemble est une question fondamentale pour qui ne veut pas reproduire les erreurs et échecs du 20ème siècle et rendre victorieuse la révolution socialiste au 21ème siècle.

Alexandre Rouillard

Quelques parties fondamen

Les conditions pour la révolution socialiste sont mûres

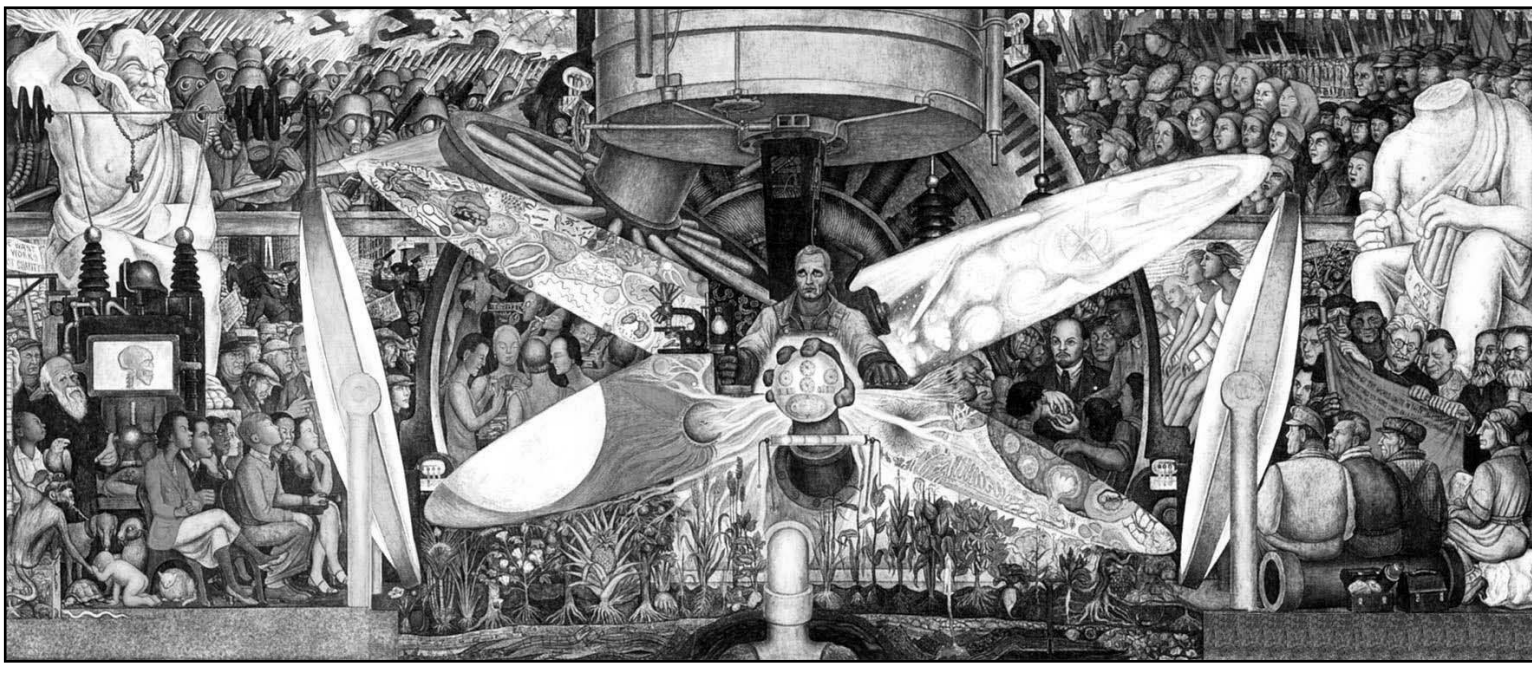
les conditions pour réaliser la révolution socialiste sont réunies, et elles rendent absolument nécessaire celle-ci. "Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir" peut-on lire dans le Programme de transition.

A cette époque, cela voulait dire une nouvelle guerre mondiale, un approfondissement de la crise économique. Déjà, le programme montrait que les politiques keynésiennes (régulation d'une partie de l'activité économique par l'Etat) n'empêcheraient en rien la catastrophe. Cette situation est la même pour nous aujourd'hui. Le capitalisme, après avoir connu une période de croissance due à la reconstruction de l'économie suite à la 2nde guerre mondiale, n'apporte aujourd'hui aucun progrès réel à l'humanité : il est même un obstacle complet au règlement des principaux problèmes. La famine, la destruction de l'environnement, les épidémies, le chômage de masse, la pauvreté grandissante, la menace sur les ressources naturelles : tout cela n'est dû qu'au capitalisme et à la loi du profit. Et tout cela ne pourra être réglé que par la construction d'un système où l'économie sera organisée en fonction des besoins de la majorité et non des profits de quelques milliardaires.

Tout parti qui ne tenterait pas de formuler les tâches de la révolution socialiste, de permettre aux travailleurs et à la jeunesse de s'en saisir, risque de réduire la ré lution à un simple slogan. Dans l'appel i de la rencontre nationale des comités p un nouveau parti anticapitaliste des 28 29 juin, il y est dit par exemple : "P changer le monde, il nous faut un parti se batte jusqu'au bout contre le systè pour la transformation révolutionnaire la société" et plus loin "nous allons éla rer ensemble, en prenant le temps du dé une nouvelle perspective socialiste dém cratique pour le 21ème siècle". Ces ba permettent d'ouvrir le débat mais on saurait s'en contenter : la "transformat révolutionnaire" ne sera possible qu moyen d'une révolution socialiste, c'es

dire d'une prise du pouvoir par les vailleurs. Cela ne veut pas dire que la ré lution socialiste est immédiatement po ble mais qu'elle est indispensable et qu' est la seule voie pour sortir de cette sit tion. Toute recherche d'une voie intermé diaire, ou retour à un prétendu âge d'or d capitalisme plus "maîtrisé" est non seu ment une illusion mais un danger : celui ne pas se battre pour régler le fond du p blème mais juste quelques aspects celui-ci.

Cela veut dire également qu'on ne d pas se contenter d'avancer la question d révolution contre le capitalisme mais au de définir plus positivement ce que n voulons : une révolution qui permette construire le socialisme.



"L'homme crucifié" du peintre révolutionnaire Diego Rivera, montrant l'opposition fondamentale entre la société de cl se qu'est le capitalisme et le camp des travailleurs et du peuple que représente le socialisme. Comme beaucoup d'autres (notamment les surréalistes), D. Rivera fut inspiré par la révolution d'Octobre 17 et le combat de Trotsky pour socialisme authentique. (Galeria Bellas Artes, Mexico)

s la fondation de la 4ème

ale, qu'est ce que le trotskisme?

ntales du programme de transition et nos tâches pour aujourd'hui

La méthode de transition

Une analyse approfondie du capitalisme, largement initiée par Marx et Engels, montre que pour en finir avec l'exploitation et il faut construire une société, le socialisme, où pourraient progressivement être satisfaits les besoins de tous et toutes. Mais en même temps qu'il y avait cette nécessité, il existait de nombreuses luttes qui permettaient d'augmenter le niveau de conscience des travailleurs et aussi d'améliorer leurs conditions d'existence. A l'époque du capitalisme "décadent" une telle distinction n'a plus de réalité dans le sens qu'aucune des revendications immédiates ne peut être durable dans le système capitaliste. Toute concession des capitalistes faite aux travailleurs est même reprise de plus en plus rapidement quand la situation économique générale se détériore.

Du fait de la période de confusion politique, d'un certain découragement, de l'absence d'une perspective socialiste claire, il faut, en partant des conditions actuelles, du niveau de conscience actuel des travailleurs et de la jeunesse, effectuer un lien entre leurs aspirations quotidiennes à une vie meilleure, à stopper les attaques de Sarkozy (et même à comprendre les raisons et le sens de ces attaques) en amenant la perspective du socialisme. Il ne s'agit pas d'une étape mécanique : d'abord convaincre d'être anticapitaliste, ou rassembler les anticapitalistes et ensuite une fois que cela est clair, passer à l'étape suivante pour aboutir un jour au socialisme.

Partir des luttes actuelles...

Développer le niveau de conscience en rendant des revendications saisissables et utilisables par ceux qui luttent, et notamment les plus avancés politiquement, et faire que celles-ci se développent dans une perspective socialiste. C'est pour cela par exemple que lorsqu'il y a une attaque du gouvernement (les suppressions de postes et celle du BEP dans l'éducation), nous avançons comme perspective de lutter, mais aussi des revendications plus offensives comme la gratuité de l'éducation, et le socialisme comme seul réel système capable de garantir cela.

C'est aussi le cas par exemple sur la question des salaires : même si nous sommes en faveur d'une revendication d'augmentation de 300 euros des salaires et pour qu'aucun salaire ne soit inférieur à 1500 euros, il serait inefficace de se limiter à plaquer cette revendication. Dans la situation présente, le seul fait que des travailleurs entrent en lutte pour des augmentations de salaire est positif, que ce soit pour une augmentation limitée ou pour un pourcentage. D'autre part, nous défendons que les salaires soient entièrement indexés sur la hausse des prix de l'ensemble des produits, (ce qui s'appelle l'échelle mobile des salaires dans le programme de transition). C'est la même méthode qui doit nous guider pour l'ensemble des revendications sociales et économiques.

Il y a encore bien d'autres aspects à la méthode transitoire, mais le résumé en est qu'en partant du niveau actuel de revendications et de conscience des travailleurs et de la jeunesse, on avance une méthode de lutte et des revendications établissant un pont entre la situation actuelle et la nécessité du socialisme pour satisfaire les aspirations des masses. Un nouveau parti comme le NPA doit être capable de définir avec une même méthode sa base revendicative de manière à être à la fois un parti qui permette aux travailleurs de lutter et de s'organiser dès maintenant pour leurs luttes quotidiennes, et en même temps de tracer le chemin vers leur émancipation, c'est à dire vers le renversement du capitalisme et l'établissement du socialisme.

Construire un parti qui soit une véritable alternative au PS et aux réformistes

Les courants réformistes se sont longtemps prétendus en faveur du socialisme mais ont raté de nombreuses occasions d'y parvenir, ou ont fait tout leur possible pour ne pas se couper de la bourgeoisie et ainsi la protéger en dernier recours en évitant la révolution. Néanmoins, comme organisations de masse, basées historiquement sur un programme socialiste, elles ont conservé longtemps une autorité sur les travailleurs, surtout dans les périodes où les luttes sont plus faibles. Aujourd'hui encore, en l'absence d'alternative, on voit toute la difficulté qu'il y a à construire une lutte d'ensemble, permettant réellement aux travailleurs de stopper les plans du gouvernement et des patrons, et de gagner sur leurs propres revendications.

C'est ce que le programme de transition qualifie de "caractère opportuniste de la direction du prolétariat" qui fait que ni les directions syndicales, ni les directions comme celle du PCF ne veulent rompre les liens qu'ils ont avec le PS ou avec d'autres forces de la bourgeoisie. Certains pourraient penser que le problème réside dans l'existence d'une direction. Mais c'est contourner le problème. Sous le capitalisme, les dures conditions de vie, et l'isolement dans lequel se trouvent de nombreux travailleurs fait que ceux-ci ne peuvent pas voir les choses d'un point de vue global, en fonction d'un tout partant d'une compréhension de la situation mondiale et pouvant appliquer une perspective à la situation nationale ou locale. La question de combattre les directions qui trahissent les intérêts des travailleurs et de constituer une alternative, une direction révolutionnaire, est au cœur du programme de transition et de la tâche des marxistes. Pour le NPA, on ne saurait donc se contenter des formules comme "indépendance par rapport au PS" ou "refus de siéger dans les exécutifs des institutions", même si elles sont tout à fait justes. Il faudra aller plus loin, et par la pratique, être capable de se construire comme un parti qui permette aux travailleurs de construire effectivement une organisation indépendante des directions réformistes (qu'elles soient à la tête de partis, de syndicats ou d'associations) et capable de gagner à elle et de faire agir une masse toujours plus grande de travailleurs et de jeunes.

Ainsi, si tous peuvent être convaincus de la nécessité d'une grève générale reconductible pour stopper les plans de Sarkozy-Fillon et du grand patronat, une telle perspective ne peut devenir réalité que s'il est possible de combattre effectivement dans les syndicats pour avancer dans ce sens, et si en même temps un nouveau parti fait la preuve de sa capacité et de sa volonté à construire une telle grève générale comme un moyen d'avancer pour la satisfaction des revendications, en direction de l'immense majorité des travailleurs inorganisés.

Une telle première réussite ne constituerait pas une fin en soi, mais un premier pas dans la construction d'un parti dont l'objectif est de construire réellement le socialisme et de ne pas reproduire les erreurs et échecs du passé. C'est dans que ce sens qu'un nouveau parti doit se construire s'il veut gagner la confiance des travailleurs.

La révolution permanente

Tout le 20ème siècle, et ce début de 21ème siècle est dominé par la tentative de nombreux peuples des pays néocoloniaux (ou ex-coloniaux) de se libérer de la domination de l'impérialisme.

Contre l'impérialisme français, de nombreux pays africains, et aussi particulièrement l'Algérie, mais aussi l'ancienne Indochine (Vietnam, Laos, Cambodge), ont vu des luttes de masse, souvent de manière armée, pour chasser la domination de l'Etat français. Et il en est de même pour les pays qui faisaient partie des empires coloniaux des autres pays d'Europe. De même, le Moyen-Orient et l'Amérique latine sont sous la pression constante de l'impérialisme des USA et les impérialistes d'Europe (voire les attitudes impérialistes de certains pays qui ont une forte puissance régionale comme le Brésil ou la Russie) soit les appuient soit exercent eux même une pression à leurs seules fins : les deux principaux opposants à la nationalisation du gaz en Bolivie ont été l'Espagne (défendant les intérêts de Repsol) et le Brésil (pour ceux de Petrobras). Malgré une indépendance "officielle", aucun pays anciennement colonisé n'a accédé à une véritable indépendance : économique, sociale et politique.

Dans les pays d'Europe, aux Etats Unis, et au Japon, les travailleurs ne voient pas leurs aspirations satisfaites mais bien écrasées, du fait de l'accélération de l'internationalisation des échanges économiques (ce qu'ont appelle la mondialisation). Les pays néocoloniaux sont bien souvent des dictatures, et lorsqu'il y a des élections, c'est une parodie de démocratie parlementaire.

Poids de l'impérialisme, et faiblesse de la bourgeoisie

La théorie de Trotski de la révolution permanente a été élaborée à partir de l'analyse de la Russie du début du 20ème siècle, largement soumise à l'impérialisme et où l'Etat des Tsars devait absorber une part énorme de la richesse nationale pour tout contrôler et réprimer. La bourgeoisie était une classe trop faible pour pouvoir prendre le pouvoir et l'économie était entièrement soumise à l'impérialisme. Arrivée au pouvoir, face aux revendications croissantes des travailleurs et des paysans, elle ne pouvait se maintenir qu'en s'alliant avec les anciennes classes réactionnaires, au moyen d'une dictature militaire ou policière. De ce fait, le renversement du régime dictatorial et semiféodal des tsars ne pouvait pas s'arrêter à une étape "démocratique bourgeoise", instaurant un régime similaire à ceux existants en Europe de l'Ouest. La redistribution des terres (réforme agraire), les libertés politiques etc. ne pouvaient avoir lieu que si la révolution devenait permanente c'est à dire passant sans étape de sa phase "démocratique" à la phase socialiste, la bourgeoisie ne pouvant et ne voulant, du fait de sa faiblesse et de ses liens avec l'impérialisme, remplir les tâches démocratiques. Elle ne pouvait se maintenir au pouvoir qu'au moyen d'un régime autoritaire aidé par les anciennes classes dirigeantes et soutenue par l'impérialisme.

C'est ce qui se produisit entre la révolution de février 1917 et celle d'octobre 1917 qui vit les travailleurs prendre le pouvoir avec les conseils ouvriers, soldats et paysans (les soviets) sous la direction du parti bolchevik, alors que la bourgeoisie multipliait les signes d'une volonté d'écrasement dans le sang de la révolution. Si on analyse l'ensemble des révolutions et des mouvements de libération nationale de part le monde, cette théorie de la révolution permanente est entièrement confirmée : les pays d'Afrique malgré leur "indépendance" sont entièrement soumis à l'impérialisme, les classes dirigeantes, archi corrompues, répriment tous les mouvements de protestation des travailleurs et passent leur temps à s'enrichir sans jamais chercher à développer l'économie nationale. Et il en est de même, à des degrés plus ou moins avancés, en Asie, en Amérique latine etc.

Une théorie pour rendre les luttes anti-impérialistes victorieuses

La théorie de la révolution permanente n'est pas un schéma plaqué mais la compréhension que les tâches de la libération nationale, de la démocratie sont désormais liées avec celle de la révolution socialiste. Sans cette théorie, on ne peut comprendre pourquoi aucun pays du monde néocolonial est dans cette situation économique, sociale et politique même après des décennies d'indépendance. Les tâches de la révolution démocratique et celles de la révolution socialistes sont liées, demandent donc un approfondissement de la révolution à l'intérieur du pays et son extension à l'extérieur, pour servir de point d'appuis à la révolution mondiale. Contre la théorie de Trotsky pourtant confirmée par la révolution de 1917, les staliniens reprirent le vieux programme menchevik de révolution par étape, répétant dogmatiquement les analyses de Marx qui n'étaient plus valables après le 19ème siècle. Ceci a conduit aux pires catastrophes, plaçant les travailleurs sous la direction de soit disant éléments "progressistes" ou "anti impérialistes" dans la bourgeoisie. Ceux-ci massacrérent les travailleurs dès qu'ils représentaient un début de menace pour eux. La tactique des staliniens a non seulement fait échouer des dizaines de révolution (depuis la Chine en 1925-27, l'Espagne en 1931-37, l'Algérie en 1954-62, jusqu'au Chili en 1973 ou l'Iran en 1979) mais est aussi responsable de la mort de millions de révolutionnaires.

Et on ne peut aborder les récents développements dans la situation au Venezuela, en Bolivie sans avoir en tête cette théorie de la révolution permanente, en tentant de formuler un programme dont les masses ouvrières et paysannes, les habitants pauvres des villes, peuvent se saisir pour commencer à mettre en place une politique réellement socialiste : nationalisation des principaux secteurs de l'économie sous le contrôle des travailleurs, plan de développement industriel en planifiant la production de manière démocratique, contrôle des travailleurs sur la marche de l'économie et mise en place d'un régime réellement démocratique, basé sur des conseils dans les quartiers, les usines, les villages…

Il est bien évident que cela ne nous empêche pas de soutenir toutes les revendications démocratiques dans les pays dominés. En ce sens, la prise de position du NPA comme internationaliste et en soutien aux revendications des peuples opprimés est un point positif. Une victoire des réactionnaires dans des pays comme la Bolivie ou le Venezuela serait un coup porté à l'espoir de millions de travailleurs d'Amérique Latine pour en finir avec l'impérialisme. Le pays appelle tout notre soutien mais sans que celui-ci soit aveugle.

Il est du rôle d'un parti qui lutte pour le socialisme de développer un programme tant national qu'international qui permette de tracer véritablement une perspective socialiste. Il ne s'agit pas de plaquer un programme sans avoir connaissance des conditions concrètes de chaque pays, mais il serait tout autant faut de se contenter de formules vagues de solidarité (même si la solidarité est à chaque fois nécessaire), pour la "démocratie" ou des revendications sociales. L'actualité de la "révolution permanente" est fondamentale pour aborder les questions internationales.

Cantonale partielle de juin à Rouen :

bilan de la candidature de la Gauche révolutionnaire

Le 5è canton de Rouen a été renouvelé suite à la démission de la députée-maire de Rouen de son poste pour cumul. L'élection s'est tenue le 8 juin. Comme en 2004, la Gauche révolutionnaire a présenté Leila Messaoudi, accompagnée de Sylvain Bled, militant de la Gauche révolutionnaire, syndicaliste, postier au centre de tri de St Etienne du Rouvray.

La campagne s'articulait contre la politique de Sarkozy, pour des augmentations de salaire, de vrais emplois, des logements de qualité et peu chers, des services publics gratuits pour tous et toutes. Nous nous sommes concentrés sur le quartier très populaire des Hauts de Rouen. Lors des porte à porte, en discutant et en diffusant notre journal l'Egalité, nous avons pu rencontrer des travailleurs et des jeunes, de toutes origines, qui ont envie de combattre cette politique. Le score obtenu de 2,47% montre un intérêt pour notre campagne et un soutien pour lutter contre la politique de Sarkozy. La réunion organisée dans le quartier a confirmé cet intérêt avec la présence de 20 personnes et une collecte de 136€ en soutien à la campagne. Lors des porte à porte, 15 numéros de l'Egalité ont été vendus.

Le taux de participation a été autour de 23% le 8 juin. Peu de personnes ont utilisé l'élection pour exprimer leur ras le bol. Et on peut le comprendre. Pour une majeure partie des travailleurs et des jeunes une cantonale partielle ne permettait pas d'exprimer grand chose. Le canton a été finalement remporté par la candidate PS au second tour avec seulement 22,5 % de participation, et un score plus bas que la sortante. Peu de gens trouvaient un intérêt dans ce second tour, tant les programmes des candidats PS-UMP se ressemblent sur le fond. Le candidat de l'UMP masquait son appartenance politique et se prononçait pour des transports gratuits !

La Gauche révolutionnaire va continuer à agir et à défendre ses idées, en les déclinant localement : droit de tous à un logement décent et peu cher, à des transports publics, gratuits et de qualité ou contre la fermeture des services publics (classes, services administratifs... etc.). La Gauche révolutionnaire est là pour permettre de s'organiser et lutter au quotidien. Il serait possible de faire une politique en faveur des travailleurs et des jeunes : rendre les transports réellement gratuits en retirant à Veolia la gestion de la TCAR (bus, métro) et en prenant les profits faits sur notre dos avec les prix des voyages. Les habitants et les salariés de la TCAR pourraient vraiment décider ensemble des besoins en transports publics (horaires-lignes...).

LM

40 ans de mai-juin 1968 :

succès de la tournée européenne

En mai et juillet, nos sections sœurs de Grande Bretagne et de Suède ont invité Clare Doyle membre du Secrétariat international du CIO, auteur du livre "France 1968, un mois de révolution" et notre camarade Marie José Douet, militante active à Rouen pendant la grève de mai 68, pour une tournée de meetings.

L'accueil chaleureux reçu par nos deux camarades s'alliait à la volonté des militants et des personnes présentes aux réunions de débattre de la plus grande grève générale du mouvement ouvrier français, où les travailleurs étaient si près du socialisme, et d'en tirer les leçons pour les luttes actuelles et à venir.

La tournée a été un vrai succès, non seulement par la participation aux réunions à Glasgow en Ecosse, à Manchester, Sheffield, Brighton, Leicester, Birmingham, Londres en Angleterre, ainsi qu'au camp d'été de nos camarades suédois, mais aussi par le grand nombre de questions posées. Questions sur la révolte étudiante et sur l'occupation des usines, l'organisation de la grève, le rôle du PCF, la grève générale et le blocage de l'économie. Le fait que notre camarade a participé à cette grève a permis quarante ans après un débat très vivant.

La présence de jeunes dans chaque réunion montre évidemment leur intérêt pour les traditions de lutte de la classe ouvrière française. Les discussions sur le CPE, des luttes d'avril et mai des lycéens en France ont permis d'en discuter.

La meilleure façon de célébrer les 40 ans de Mai-juin 68 est de remettre à l'ordre du jour le socialisme. Clare Doyle dans ses contributions sur 1968, année de révolution de Prague à Mexico, a tiré les leçons de cette grève générale révolutionnaire en France. Elle a notamment mis en avant l'absence de parti révolutionnaire de masse qui aurait permis que les travailleurs prennent le pouvoir. Ils en étaient si près ! Elle a amené le débat sur les situations pré-révolutionnaires, révolutionnaires, le rôle des marxistes dans de telles situations. Même si la situation n'est plus la même qu'en 68, de nouvelles grèves générales se déclencheront et nous devons les préparer en construisant un parti révolutionnaire de masse et en défendant la perspective socialiste.

Sur le net :

www.gr-socialisme.org

Si tu es anticapitaliste, antiraciste, antisexiste...

contacte nous, rejoins nous !

Fixe : 09.54.79.19.17
National - Alex 06.14.90.66.91
Rouen - Leïla 06.14.07.45.19
Paris - Jacques 01.47.21.07.90
Le Havre - Olivier 06.72.94.66.02
Nancy - Yann 06.08.06.72.13
Nord - Faustine 06.28.05.11.00

"Les Amis de L'Egalité"
82, rue Jeanne d'Arc
centre 166
76000 Rouen
grcontact@hotmail.com

Pourquoi j'ai rejoint la Gauche révolutionnaire

Silvère Saillard

Lycéen, Rouen

Avant d'arriver à Rouen et de rencontrer la GR, j'avais toujours eu beaucoup d'idées et d'opinions assez confuses. Une alternative communiste me paraissaient très difficile et si lointaine, elle était de plus brisée par l'exemple du stalinisme et les jolies narrations de nos professeurs...

Les luttes du mois de novembre m'ont permis de rencontrer divers militants avec qui les discussions (et le journal) ont clarifié mes idées. La nécessité de lutter grandissant encore contre ce gouvernement qui casse un à un tous nos acquis, celle de s'organiser et de lutter ensemble est aussi venue avec une AG inter-syndicale des cheminots à Sotteville (même si elle ne mena pas à grand chose, le besoin d'union était clair).

J'ai alors trouvé dans la GR une organisation socialiste avec un programme clair, révolutionnaire et marxiste.

La GR est une organisation très présente avec un militantisme rigoureux allant des tables dans la rue jusqu'à, bien sûr, l'internationale, où le suivi de chacun des militants est bien approfondi et les activités militantes régulières et dynamiques (tables, sections, réunions).

La Gauche révolutionnaire est ainsi un outil qui permet de lutter activement contre le capitalisme qui n'est pas aménageable. C'est en s'organisant que l'on pourra alors réellement changer la société actuelle dans une organisation sérieuse et exigeante.

Un printemps actif pour les finances de la Gauche révolutionnaire !

Nous avons réussi à collecter les 2500€ de fonds de lutte du trimestre. La situation économique générale pèse lourd aujourd'hui mais nous sommes dans une période où une partie des travailleurs et des jeunes cherche un débouché politique à la crise et veut lutter contre la politique de Sarkozy, Fillon et Darcos. Malgré cette situation politique qui accentue la précarité, le soutien des travailleurs et des jeunes qui achètent notre matériel politique reste important. C'est près des deux tiers de cette collecte de 2500 € qui proviennent des dons des camarades et sympathisants et de l'activité politique de la Gauche révolutionnaire par la vente de matériel type brochures et livres. Ceci nous a permis de pouvoir intervenir avec un matériel adéquat, devant des lieux de travail (Poste-Hôpital), dans les mobilisations et manifestations d'avril-mai et juin en particulier dans les lycées.

Au printemps, la Gauche révolutionnaire fait aussi le choix de collecter de l'argent par des initiatives financières en plein air, plus adaptées à la période. On y vend du matériel type parfois thématiques (badges, t-shirts, sifflets...) Cette année, cela a été le cas encore lors de la fête de la musique et des Gay pride de Rouen et Paris. Ces initiatives ont permis de financer au long du trimestre plus de deux loyers pour notre local, c'est à dire récolter 1280€. L'ensemble de cette activité financière garantit le maintien de notre expression politique propre et la possibilité de mieux intervenir dans la situation politique pour y développer nos analyses conjointement à notre journal l'Egalité. Encore merci à tous et toutes pour votre soutien !

Soutenez la Gauche révolutionnaire et le Comité pour une internationale ouvrière, participez à notre collecte internationale de l'été !

La Gauche révolutionnaire est une organisation encore modeste en France. Mais en étant membre du CIO, nous sommes partie prenante d'un regroupement international présents dans plus de 35 pays du monde. Nos camarades se battent en Afrique du Sud, au Pakistan, en Israel, aux Etats-Unis, au Nigéria, au Sri Lanka ou encore en Inde et en Russie contre le capitalisme et pour la perspective internationale du socialisme. Comme en France, mais souvent dans des conditions de vie et du militantisme risquées et dangereuses, les camarades des sections du CIO s'adressent aux travailleurs et aux jeunes, interviennent dans les luttes et se battent pour que des organisations des travailleurs naissent et soient un outil d'action et de discussions.

VERSEZ AU FOND DE LUTTE

☐ **Je soutiens en versant euros en chèque (à l'ordre de VJE)**
☐ **Je soutiens en versant euros par virement**

compte bancaire VJE BRED n°FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

Nom: *Prénom :*

Adresse :

Téléphone : *e.mail :*

Résultat final fond de lutte 2ème trimestre

Sections	reçu	% de l'objectif
Rouen Gauche		98,6%
Rouen Droite		105,7%
Paris - Ile-de-France		121,4%
Chantilly		58,6%
Le Havre		68%
Nord		101%
Autres villes		47,7%
National		175%
Total		100,2%

Jeunesse & socialisme

"La jeunesse est la flamme de la révolution" (Karl Liebknecht)

Nouvelles attaques prévues contre l'Education

Malgré l'ampleur du mouvement lycéen de cette année le gouvernement déclare ne rien vouloir changer à sa politique, confirmant sa volonté de casser l'Education.

A travers ces "réformes", c'est à nos diplômes et à nos conditions d'étude que l'on s'en prend. Il y a les 11200 suppressions de postes prévues dans l'Education nationale pour la rentrée, décidées alors que les classes sont déjà surchargées. Et 13500 autres sont déjà annoncées pour la rentrée 2009. À 40 dans une classe, nos chances de réussir, surtout lorsque l'on est déjà en difficulté, s'amincissent. Cela présente le risque que certains ne tiennent pas jusqu'au baccalauréat et se retrouvent sans diplôme sur le marché de l'emploi, c'est à dire encore plus exploitables par le patronat. Mais ces suppressions de postes ne sont que la première pierre d'un projet plus large qui est la réforme du bac. Avec cette réforme qui met en place un socle commun, on veut instaurer un bac unique, avec un enseignement réduit pour la majorité des élèves. C'est un moyen efficace de sélection, car seuls quelques lycées proposeront de nombreuse options qui seront ainsi réservées à une minorité. La plupart des options, jugées "coûteuses" , (musique, langues, langues anciennes…), se seront plus proposées que dans quelques lycées. Et les options permettent à des lycéens de gagner des points en plus pour leur bac et donc de compenser une faiblesse dans une autre discipline par exemple.

Une éducation en fonction des besoins des capitalistes

Cette réforme ne vise pas seulement à dépenser moins pour l'enseignement, elle vise aussi à augmenter la sélection : former une élite et donner un enseignement minimal à une majorité. Avec la mise en place d'un socle commun, on obligera les lycéens à être évalués dans des matières où ils sont en difficulté puisqu'ils ne pourront plus choisir leur orientation en fonction de leurs capacités. Les élèves mauvais en maths, par exemple, ne pourront plus aller dans une section littéraire où les maths sont plus accessibles et comptent moins. Cette impossibilité de choisir sa filière en fonction de ses aptitudes va donner lieu à une ruée sur les cours particuliers auxquels seuls les plus riches auront accès. Ce bac unique existe déjà en Allemagne où en ce moment les lycéens manifestent pour une nouvelle forme d'éducation.

Les élèves des lycées pro sont également touchés puisqu'on veut faire passer le temps nécessaire à l'obtention du bac pro de 4 à 3 ans ce qui signifie qu'on va supprimer le BEP qui permettait d'entrer sur dans le monde du travail au bout de deux ans avec une qualification. Ceux qui n'ont pas les moyens de faire trois ans d'études ou qui ne parviennent pas à décrocher leur bac sortiront du système scolaire sans aucun diplôme et pourront être sous payés et facilement exploitable. Sans compter qu'un diplôme obtenu en trois ans à moins de valeur qu'un diplôme obtenu en quatre.

Toutes ces attaques visent à favoriser une élite qui fréquentera les meilleurs lycées, suivra les bonnes options, aura la possibilité de payer pour des cours particuliers et aura donc un bac d'une valeur plus haute que les autres qui devront se contenter d'une éducation minimale. Le gouvernement Sarko montre une fois de plus qu'il est au service des riches et des patrons, auxquels il sacrifie notre éducation ! Il ne lâchera rien, c'est donc à nous lycéens de nous battre pour une éducation gratuite publique et de qualité accessible à tous et à toutes!

Sarah Ladam

Grève lycéenne du printemps 2008 : un mouvement qui peut en appeler d'autres

Le mouvement lycéen a commencé en partant des banlieues autour de Paris et à Paris. Au départ, ce sont dans beaucoup de lycée les professeurs qui ont informé les lycéens sur les suppressions de postes et la suppression du BEP par exemple et les ont invité à les rejoindre lors de la journée de grève du mois de mars. Souvent les lycéens en ont fait leur propre mobilisation et ont vite dépassé la mobilisation des professeurs qui n'a fait que diminuer. Le mouvement s'est vite amplifié, sûrement aussi du fait de l'activité des "syndicats" lycéens (et malgré eux) alors qu'ils tentaient de prendre la tête du mouvement. Mais que ce soit l'UNL ou la FIDL, à part le fait d'avoir des lycéens derrière leurs camions en manifestation parce qu'il y a de la musique, ils n'ont pas réussi à contrôler ce qui se passait .

On est arrivé jusqu'à 40 000 lycéens à paris et pendant ce temps là dans les autres régions les lycéens en entendant ce qui se passait, ont commencé à se mobiliser pour ceux qui n'étaient pas en vacances. Dans pas mal de lycée professionnel comme celui d'Anzin à Valenciennes par exemple les lycéens entendant parler de la suppression du BEP sont partis spontanément en manifestation. La région parisienne une fois en vacances, les grandes villes ont pris le relais ; Le Mans, Orléans, Grenoble, et Rouen… ce qui a donné un second souffle au mouvement. Au début de mai, la journée de grève du 06 devenait cruciale pour la suite : soit on entrait dans une véritable lutte de toute l'éducation soit les syndicats enseignants laissaient les lycéens lutter de manière isolée.

Un mouvement abandonné par les pseudo-syndicats lycéens

Le 15 mai, une journée de grève a eu lieu, puis le 22 avec d'autres secteurs sur des questions que les directions des syndicats séparaient volontairement de la question des postes alors que c'est une même politique contre tous. Après le 22 mai, les organisations de jeunesse FIDL, UNL (et dans de nombreux endroits aussi la JC) ont trahi le mouvement en le lâchant. La FIDL estimant qu'il fallait retourner en cours et qu'ils avaient gagné soi disant un statut lycéen et une session de rattrapage au bac pro… La revendication du refus du Bac pro en 3 ans et de la suppression des postes ayant bien vite été oubliée. L'UNL affirmait que le mouvement avait été bien réussi car ils avaient amené beaucoup de lycéens dans la rue (ce qui d'ailleurs est faux) alors que quasiment toutes les suppressions de poste sont maintenues et que 13500 auront lieu l'année suivante. Les lycéens ont quand même continué la lutte dans les endroits les plus mobilisés mais cela c'est vite essoufflé car il n'y avait plus d'organisation pour proposer un calendrier de mobilisation et qu'il n'y avait pas de coordination lycéenne qui aurait eu l'autorité suffisante pour appeler à continuer le mouvement ni apporter une analyse politique de la situation.

La nécessité d'un mouvement organisé par les lycéens eux-mêmes, contre la politique de Sarkozy

A Rouen, les lycéens de la Gauche révolutionnaire ont cherché à construire une réelle coordination, un lieu d'organisation de la lutte et de débats politiques. Elle s'est mise en place avec des représentants de chaque lycée le plus souvent élu en assemblée générale et chaque fois que possible il y avait un comité dans le lycée qui s'occupait d'organiser la grève. Et donc nous avons réussi à avoir des manifestations après les vacances jusqu'à 1800 lycéen une des plus fortes mobilisations.

La radicalisation contre la politique menée par le gouvernement n'a pas disparu et une certaine politisation progresse chez les plus conscients . beaucoup disait déjà à la fin du mouvement que ça redémarrerait l'année prochaine et qu'il faudrait s'y prendre plus tôt. C'est possible d'autant plus que les réels effets des suppressions se feront sentir et que les professeurs risquent si le mouvement recommence d'être plus mobilisés face à toutes les heures en plus qu'on va leur demander de faire. Mais cette fois, tous les lycéens conscients que les organisations de jeunesse ont trahi devront essayer de créer des comités de grève sur leurs lycées et de se doter d'une coordination pour que le mouvement ne s'arrête que lorsque les lycéens l'auront décidé et qui permette de débattre sur les revendications et l'analyse de la situation politique. Une erreur a ne pas refaire aussi serait d'essayer encore de bloquer les lycées en minorité avant d'avoir discuté et essayé d'élargir la mobilisation.

Ce mouvement s'il a lieu aura besoin pour gagner de bien plus que les lycéens et les professeurs mais tout le personnel de l'éducation puis de tous les services publics et les autres travailleurs du privé vers la grève générale pour stopper Sarkozy et ses attaques.

Battez vous avec nous ! rejoignez la gauche révolutionnaire !

Matthias Louis

Le rôle de la jeunesse dans la lutte des classes

La jeunesse a souvent un rôle important dans la lutte des classes. Elle peut jouer un rôle d'agitateur dans la société ou politiser une situation comme avec les étudiants et les lycéens cette année qui ont montré qu'une résistance face à Sarkozy était possible. Elle peut donner confiance aux travailleurs pour rentrer en lutte sur leurs revendications, mais selon la situation, lorsque les conditions prêtent à cela comme en mai 68. Des grèves avaient commencé alors bien avant le mois de mai, à cause des cadences infernales dans les usines, des bas salaires et de l'absence de liberté syndicale. La révolte des étudiants avait un soutien fort de la population et de la classe ouvrière notamment parce qu'ils affrontaient les CRS et la police qui avaient réprimé fortement tous les mouvements de grève dans les années précédentes.

Ensuite ce n'est que le 13 mai, après une journée de grève à l'appel des syndicats contre la répression et la politique générale de De Gaulle, que les travailleurs entrent en lutte et continuent sans d'ailleurs aucun appel des syndicats à cela.

Il ne faut pas faire l'erreur de penser que la jeunesse est une classe homogène ou qu'elle serait une avant-garde de la classe ouvrière. Il est vrai qu'elle est plus prompte à entrer directement en lutte car elle n'est pas déçue par les défaites passées. Pour cela, elle a une place majeure dans les luttes et doit aussi en avoir une dans la construction d'un parti révolutionnaire. Mais ce n'est pas elle le moteur de l'Histoire. Les militants jeunes doivent avoir une intervention dans leurs secteurs que ce soit dans le monde du travail ou étudiant mais il faut lier aussi cette intervention avec les secteurs où ils ne sont pas, notamment en direction des travailleurs. L'élaboration du programme politique d'un parti révolutionnaire et les débats doivent avoir lieu entre jeunes et moins jeunes, ce qui permet d'abord aux jeunes de discuter de sujets qu'ils n'ont pas forcement l'habitude d'aborder et de pouvoir avoir une vision plus globale et complète de ce qui se passe dans la société et dans le parti.

Matthias Louis

Grève lycéenne à Berlin

En mai dernier, pas moins de 8000 lycéens ont manifesté à travers toute la ville contre la politique antisociale de la coalition "de gauche" SPD- DIE LINKE (équivalents allemands du PS et du PCF) gouvernant le Land de Berlin.

En effet, les attaques contre l'éducation pleuvent : un cycle d'étude réduit d'un an (12 ans au lieu de 13), pas assez de profs, trop d'élèves par classe (30 en moyenne) et surtout la mise en place d'une charge annuelle de 100 euros par élève et par an... On se demande qui pourra payer un redoublement ?! La récente étude PISA (jaugeant le niveau d'éducation des élèves par pays) montre que l'Allemagne est un des pays où la réussite scolaire dépend le plus de la richesse des parents.

À travers leur lutte, les lycéens ont revendiqué 3000 profs de plus, le retrait des charges d'étude et ont appelé à un changement de système d'éducation (les élèves étant envoyés dans différentes sortes d'établissements dès la fin de la primaire, selon les moyens de leurs parents). Le SAV (Sozialistische Alternative, organisation soeur de la Gauche Révolutionnaire) a activement participé à cette lutte pour une meilleure éducation, tout comme la Gauche Révolutionnaire à celle du printemps en France. Avant la grève, nos camarades du SAV sont allés dans nombre d'établissements de la ville pour y construire des comités de grève, en tenant des stands politiques pour récolter du soutien et mobiliser. Le mouvement est parti de Berlin, mais la même politique de destruction de l'éducation publique gratuite est visible dans tous le pays. Ainsi la manifestation du 12 juin a rassemblé plus de 15000 manifestants, et de nombreuses actions ont eu lieu à travers tout le pays. Une conférence a tracé les prochaines étapes pour la suite du mouvement : une conférence nationale les 4 et 5 octobre pour organiser une grève nationale lycéenne à partir du 12 novembre.

Nos camarades reprendront leur activité de construction et de consolidation du mouvement dès la rentrée en septembre. Le CIO (Comité pour une Internationale Ouvrière, dont la Gauche Révolutionnaire fait partie) soutient activement les luttes de la jeunesse dans le monde entier contre les politiques capitalistes et a déjà aidé à organiser de nombreuses grèves étudiantes et lycéennes. Si toi aussi, tu soutiens ces luttes et que tu as envie de te battre contre la politique de Sarkozy et le capitalisme à l'échelle internationale, n'hésite plus, rejoins la Gauche Révolutionnaire et le CIO !

Cécile Rimboud

Emeutes xénophobes en Afrique du Sud : un avertissement pour la classe ouvrière

Le 11 mai dernier des émeutes xénophobes d'une violence inouïe ont ensanglanté les quartiers pauvres des principales villes d'Afrique du Sud et en particulier Johannesburgh, faisant plus de 50 morts et 15000 déplacés parmi les communautés d'immigrés issus des pays voisins Zimbabwe et Mozambique principalement. Ce déchaînement de violence de pauvres envers d'autres pauvres sur des bases xénophobes est un avertissement sérieux au mouvement ouvrier, car il montre les conséquences dramatiques que peut avoir l'absence d'une réelle alternative politique face aux mesures néo libérales et au capitalisme.

Après la fin de l'Apartheid (régime raciste fondé sur la ségrégation raciale au profit de la population blanche, mis en place de 1948 à 1991 en Afrique du Sud) et l'accession au pouvoir du leader noir Nelson Mandela, la population noire majoritairement très pauvre avait fondé de grands espoirs dans l'ANC (African National Congress), le parti de Mandela, pour établir une société égalitaire et en finir avec la pauvreté. Mais c'est une politique néolibérale (ouverture du marché aux capitaux étrangers et privatisations) qui est mise en place. Le taux de chômage atteint 40%, l'exode rural fit s'entasser des millions de noirs dans les bidonvilles aux portes des grandes villes. C'est dans ce contexte qu'une vague d'immigrants venus des pays voisins, fuyant la situation politique et économique désastreuse de leur pays, s'est installée dans les townships (bidonvilles). Parallèlement l'Afrique du Sud connaît un boom économique nourrit par l'organisation de la coupe du monde de football en 2010, les inégalités ne cessent de s'agrandir et la colère gronde dans les townships qui avaient mis l'ANC au pouvoir. C'est dans cette situation explosive qu'ont éclaté les émeutes raciales.

La classe ouvrière sud africaine a été majoritairement choquée par ces émeutes et ne les soutient pas, mais ni l'ANC, ni le parti communiste sud africain, ni COSATU (Congress of South African Trade Unions), la principale centrale syndicale, n'ont organisé de riposte de masse face à ces évènements. Préférant accuser une obscure «troisième» force qui voudrait nuire au gouvernement, ces organisations censées représenter et défendre les travailleurs ont nié toute responsabilité dans la montée de la pauvreté et des frustrations que cela entraîne.

Selon Weizmann Hamilton, Democratic Socialist Movement (CIO - Afrique du Sud) «Le détonateur est à chercher du côté des politiciens opportunistes, du côté de ceux qui sont fermement déterminés à exploiter impitoyablement toute possibilité qui puisse les établir comme seigneurs de guerre, et même du côté des partis politiques qui veulent en tirer un avantage pour acquérir de nouveaux postes, en combinaison avec un élément criminel qui voit dans ces évènements une opportunité de pillage et de viol. Le contexte général pour cette violence raciste est une situation de démobilisation complète de la classe ouvrière en dehors des lieux de travail (particulièrement dans les banlieues), de baisse du niveau de conscience, d'important virage idéologique vers la droite de la part de l'ANC [...]. Dans les sections de l'ANC, les véritables militants de la classe ouvrière ont été écartés par les carriéristes et les opportunistes. Il n'y a aucune démocratie interne. Les organes de lutte et les organisations de jeunesse créées par Cosatu dans la lutte contre le régime ségrégationniste de l'apartheid et contre les patrons dans les années '80 se sont également atrophiés depuis longtemps. Beaucoup de ses membres ont obtenu des postes au gouvernement, dans des organismes para gouvernementaux (c.-à-d. des compagnies ou agences possédées ou commandées en tout ou en partie par le gouvernement) ou encore dans le monde des multinationales.»

La politique violente de la police envers les immigrés permet aussi une certaine justification des actes racistes à leur égard. Mais alors que la responsabilité du gouvernement est centrale cette crise, Cosatu n'a que très timidement critiqué le pouvoir en place. Ils n'ont pas mobilisé pour exposer clairement le lien direct et évident entre les politiques du gouvernement et les actions des patrons. Les capitalistes sud-africains ont naturellement sauté sur l'occasion d'exploiter une main d'?uvre immigrée bon marché, et de meilleure formation dans beaucoup de cas, en minant ainsi les acquis durement gagnés de la classe ouvrière.

Et ce ne sont pas les programmes de Black Economic Empowerment (BEE), destinés à promouvoir les Noirs dans l'économie (détention du capital, participation aux instances de direction, etc.), qui amènent des réponses aux inégalités extrêmes qui existent et se développent. Ils ont surtout nourrit la corruption et créent une colère immense des couches populaires et pauvres.

Les émeutes xénophobes de mai dernier sont un avertissement fort au mouvement ouvrier sud africain. En l'absence d'une opposition ouvrière forte face aux directions corrompues de l'ANC et de COSATU, de tels évènements pourraient se reproduire à une échelle plus importante. Les militants du CIO en Afrique du Sud, luttent pour un réel parti de lutte des travailleurs qui défende une alternative socialiste.

Virginie Prégny

La candidature d'Obama : vrai changement ou mirage?

Barack Obama est désormais le candidat démocrate préféré à Hilary Clinton. Elle s'était présentée comme héritière légitime des démocrates et Obama comme l'outsider, le grain de sable dans la machine.

Ces primaires ont soulevé un intérêt grandissant avec 6% de participants de plus qu'en 2004, souvent électeurs pour la première fois.

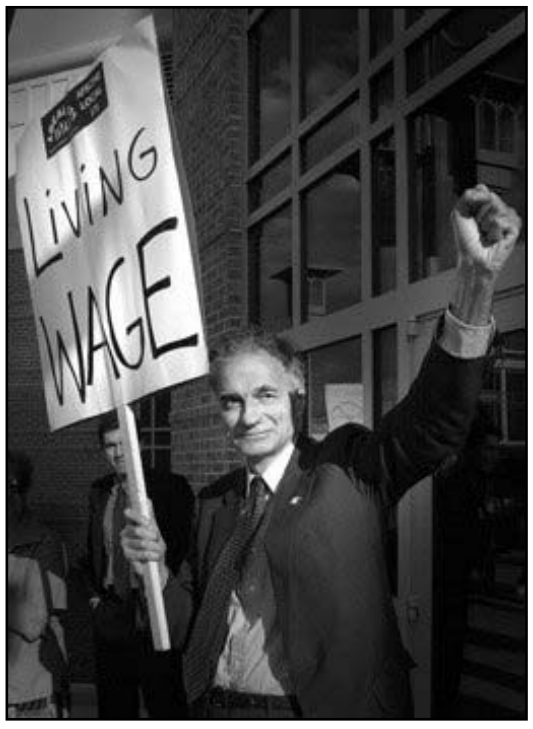
Obama fait campagne sur la «gauche»... pour gouverner à «droite»

Dans un pays en crise économique, proche de la récession, où des centaines de milliers de travailleurs perdent leur logement, Obama promet de créer une «nouvelle manière de faire de la politique», de «transformer le pays» et de créer «un Etat de droit sur terre»... Il soulève une grande attente auprès de millions de personnes en promettant de meilleures conditions de vie et un futur moins sombre. Obama a, aussi, en début de campagne, insisté sur son opposition à la guerre en Irak. Hilary Clinton avait voté pour (mais en 2002, Obama n'était pas élu donc n'a pas eu à se prononcer).

Au sujet de l'Irak, depuis qu'il est le candidat officiel, il change et donne des garanties aux capitalistes américains. Il défend clairement les intérêts impérialistes américains préconisant une ligne dure contre l'Iran et une autre aide américaine de 30 milliards de dollars à l'Etat d'Israël. Il soutient l'annexion de Jérusalem-Est, la partie arabe. Pour lui le blocus de Cuba devrait être maintenu et il soutient l'aide militaire américaine au gouvernement répressif d'Uribe en Colombie. En fait, comme les précédents candidats démocrates (dont Bill Clinton), il mène campagne à gauche mais s'apprête à gouverner à droite.

Au sujet de la crise immobilière, alors que plus de deux millions de familles sont désormais expulsées de leurs maisons, il fait des propositions plus limitées que Clinton. Il préconise des crédits d'impôts pour les propriétaires, propose un simple moratoire sur les expulsions pour défaut de paiement, un gel des taux d'intérêts et un soutien massif de l'Etat aux acheteurs de maisons.

Obama veut aussi se démarquer avec le financement de sa campagne (225,5 millions de dollars fin avril !). Il dit qu'elle repose sur les petits donateurs (- de 200 dollars). En réalité, il a aussi récolté des millions des états majors de Wall Street. Et des représentants des grandes firmes sont directement présents dans sa campagne. Si le mouvement a une base populaire qui lui apporte ses voix, ce sont les représentants des classes dirigeantes qui président aux politiques d'Obama.



"Pour un salaire permettant de vivre" Ralph Nader, le candidat alternatif soutenu par les "Verts" américains.

Obama – McCain : les candidats des grands capitalistes

En novembre, l'élection présidentielle opposera encore une fois deux candidats des capitalistes, rivaux de l'alternance démocrates-républicains qui domine la politique américaine. Obama peut emporter cette élection. Malgré ce que disait Clinton, sa surface va bien au-delà du vote noir. Certes il a remporté les primaires dans neuf des dix états avec le plus grand nombre d'africains américains mais aussi sept des dix états avec le plus de populations «blanches». Obama se saisit des questions sociales et économiques, cruciales pour les travailleurs. Il peut gagner en audience auprès des travailleurs. Il semble par contre peu probable que le républicain McCain gagne la présidence après les huit années d'administration Bush. Sa campagne va à droite pour séduire l'aile dure républicaine. Il s'est ainsi opposé à toute loi aidant les propriétaires confrontés à la saisie de leurs logements.

Il y a-t- une alternative à ces candidats au service des capitalistes ?

Comme en 2000 et en 2004, Ralph Nader se lance comme candidat indépendant (soutenu par une grande partie des Verts de gauche). Il continue d'attirer une partie radicalisée de jeunes et de travailleurs qui cherchent une réelle alternative. Mais, il s'agit plus d'un populiste radical que d'un socialiste. Il n'a jamais cherché à faire surgir un réel débouché politique, ses 2 800 000 voix restant sans suite. L'enthousiasme soulevé par la candidature d'Obama va aussi limiter le vote Nader. Malgré ces limites, sa campagne pointe ce qui est urgent : un nouveau parti de gauche, s'adressant aux travailleurs, basé sur les syndicats, les communautés et les minorités. Pour cela, notre organisation s?ur, Socialist Alternative appelle à voter Nader.

Par contre, la crise organique aux Etats-Unis et du capitalisme mondial va entraîner l'éruption de mouvements des travailleurs qui peuvent secouer la politique démocrate-républicain du pays. Des luttes annonciatrices de cela ont eu lieu ces dernières années. C'est le cas pour la grève des agents d'entretien et des travailleurs à bas salaires, le mouvement pour les droits des immigrants en 2006 et le premier mai de cette année avec un jour de grève contre la guerre en Irak. L'émergence de la classe ouvrière sur la scène politique américaine est à l'ordre du jour.

Leila Messaoudi

J.O. de Pékin : Boycotter ou non?

Après l'indignation du mois d'avril suscitée par la répression chinoise au Tibet, c'est le silence complet. Ce serait malvenu de «vexer» les dirigeants chinois avec qui on passe son temps à commercer. Alors comment réprimander doucement la dictature chinoise dont l'habituelle répression a été étalée au grand jour, et calmer une opinion publique choquée par les morts tibétains? La bourgeoisie tibétaine que le Dalai Lama représente, les bureaucrates chinois du parti communiste et les dirigeants occidentaux qui ne peuvent économiquement pas se couper de la croissance chinoise, tentent de s'arranger.

Les travailleurs tibétains sont totalement ignorés dans ces discussions. Le Dalaï Lama ne souhaite qu'étendre son pouvoir sur le Tibet, région en plein boom économique, pour tirer un profit plus important de l'exploitation des travailleurs qui ne profite pour le moment qu'à la bourgeoisie chinoise. Les grands patrons étrangers ont aussi intérêt à ce que les pratiques répressives de la Chine soient maintenues, pour leur permettre d'abuser de la main d'oeuvre chinoise. La répression utilisée contre les tibétains est similaire à celle utilisée contre les ouvriers chinois de l'usine Lafarge, dans le Sichuan, en juillet 2007 (voir Egalité n°127 septembre-octobre 2007). Que le pouvoir revienne à l'élite tibétaine, ou à la bureaucratie chinoise, le sort des ouvriers sera identique. Le boycott des jeux olympiques est une réponse purement symbolique qui satisfait les capitalistes occidentaux car elle ne remet pas en cause le système mis en place par le PC Chinois pour rester le moteur de l'économie mondiale. La lutte des tibétains est une lutte sociale des ouvriers contre la bourgeoisie. Leur salut, et aussi celui du peuple Chinois, passe par le développement d'une organisation de masse contrôlée démocratiquement par les travailleurs, au Tibet et en Chine. La misère tibétaine et chinoise est identique, et le développement de grèves de masse dans tout le pays, pour combattre la répression et l'exploitation, bloquerait l'économie, pesant bien plus fort qu'une action symbolique. Malgré des grèves lourdement réprimées, les travailleurs n'en sont pas à ce point. Le plus urgent est de construire et de renforcer une véritable organisation des travailleurs, pour les défendre, avec le socialisme pour objectif.

Luc de Chivré

Banderole du CIO en chinois et anglais

Burkina-Faso:
Répression policière brutale de la grève étudiante à Ouagadougou

Après des mois de protestation, les étudiants de Ouagadougou (Burkina-Faso) se sont mis en grève le 17 juin afin de faire monter la pression pour obtenir satisfaction de leurs revendications. Ils se battent pour plus de salles de cours, plus de bourses et pour faire baisser les frais d'inscription. En effet, les conditions d'études sont catastrophiques. Il n'y a, par exemple, pour tout le département d'allemand que deux dictionnaires et deux ordinateurs. Lors des derniers jours de grève, les étudiants ont formulé une revendication supplémentaire, exigeant le retrait immédiat et inconditionnel de la police du campus universitaire.

La police tire sur les étudiants

Le 17 juin, le plus grand syndicat étudiant, l'ANEB, appelle à une manifestation et un sit-in devant le bureau du recteur de l'université. Ils veulent forcer l'administration de l'université, qui jusque là a tenté d'ignorer leurs protestations, à réagir. Mais au lieu de négocier avec les étudiants, celle-ci fait appel aux forces de police, qui tirent à balles réelles sur les manifestants jusque là pacifistes. Soixante-deux étudiants sont arrêtés, nombre d'entre eux sont blessés. «Un étudiant a reçu une balle dans la jambe. On se serait cru au Darfour», rapporte un étudiant. Depuis, le campus est encerclé par la police, alors même que l'accès au campus lui est interdit par la loi.

Pendant ce temps, certains étudiants arrêtés sont relâchés par manque de preuves. Quatre d'entre eux sont condamnés à 6 mois de prison. Ils sont mis toutefois en liberté conditionnelle. Accusés de dégradations lors de la manifestation, ils ont dû s'acquitter de 5.000 francs CFA de caution. Mais, contrairement à ce qui a été rapporté par les médias, les étudiants n'ont commencé à se défendre que lorsque la police s'est mise à leur tirer dessus.

Le procès a duré quarante-huit heures, pendant lesquelles des centaines d'étudiants ont attendu dans une salle d'audience bondée ou se sont rassemblés devant le tribunal, pour manifester leur solidarité avec leurs camarades. C'est pourquoi, les peines ont finalement été bien moins lourdes que ce que le procureur avait initialement requis.

L'université fermée par son président

Afin de souligner qu'ils ne se laisseront pas intimider et continueront la lutte jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites, une nouvelle manifestation est appelée pour le 26 juin.

La réponse de l'administration est immédiate : fermeture de l'université toute entière. «Pour le moment, nous ne fermons que les services de la vie étudiante, notamment les résidences, les restaurants et les centres de santé», explique Bibia Robert Sangaré, président du Centre National des Institutions Universitaires.

Ceci pose d'énormes problèmes aux étudiants en grève. En effet, la plupart d'entre eux vient de loin, partage une petite chambre dans une résidence étudiante et ne dispose que d'un budget extrêmement limité. L'administration cherche ainsi à casser le mouvement en choisissant littéralement de l'affamer. Dans le même temps, «Le président de l'université nous menace d'annuler le semestre. Ils veulent boycotter nos résultats et faire redoubler l'année», nous confie un étudiant.

Malgré tout cela, les étudiants organisent d'autres actions pour les jours à venir. «Le campus est encerclé par la police. Nous n'avons aucun moyen d'entrer en contact avec la base de notre organisation. Nous organiserons toutefois une grande manifestation lundi avec tous les étudiants du campus», nous explique Adama Baguiyan, président de l'Union Générale des Etudiants du Burkina-Faso (UGEB), organisation à laquelle appartient l'ANEB.

Grève générale en mai dernier au Burkina Faso

La colère monte contre les politiques néolibérales

Au Burkina-Faso, comme dans toute la région, les luttes contre les effets des politiques néo-libérales se sont multipliés durant les derniers mois. De grandes grèves et manifestations contre l'augmentation des prix alimentaires et contre les accords de partenariat économique avec l'Union européenne ont agité le pays. La répression brutale des étudiants par la police révèle à quel point le gouvernement craint cette contestation.

Parallèlement à la grève étudiante, les travailleurs de la santé ont répondu à l'appel du syndicat Synsha et se sont mis en grève pendant trois jours. Pour transformer cette colère considérable en une résistance effective, les syndicats devraient organiser une prochaine étape, une journée nationale de grève générale de tous les travailleurs, les étudiants et les pauvres des villes comme des campagnes. Il faut construire une représentation politique, qui ne soit pas une alliance avec les banques et les multinationales occidentales, mais permette d'unifier à l'échelle internationale la résistance contre le capitalisme et la mondialisation libérale. Le capitalisme le démontre chaque jour : les profits de ses multinationales lui importent davantage que la nourriture, l'éducation de millions de personnes.

«On peut tuer un homme, mais on ne peut pas tuer ses idées.»

Ce sont les mots qu'eut le président radical et anti-impérialiste Thomas Sankara, une semaine avant son assassinat lors du coup d'état militaire de 1987. L'enthousiasme grandissant pour Sankara, en particulier chez les jeunes, est l'expression de la recherche d'alternatives. Malgré la répression, des milliers de personnes ont participé l'année dernière à une manifestation pour commémorer le vingtième anniversaire de son assassinat. Pour autant, ce que montre l'expérience du gouvernement Sankara, c'est la nécessité d'une rupture complète d'avec le capitalisme, pour pouvoir ouvrir la voie d'une réelle libération vis-à-vis de l'impérialisme et mettre en place les premiers jalons d'une économie socialiste planifiée. Pour accomplir cela, on ne peut s'y prendre par le haut ou s'en remettre au chef du gouvernement. Seul le mouvement révolutionnaire des travailleurs, de la jeunesse et des paysans (au Burkina Faso, 80% de la population travaille dans l'agriculture) pourra remplacer la dictature des profits par une société où la majorité de la population décide démocratiquement de ce que l'on produit et de la manière dont on le produit. Le mouvement de masse est la clé du problème. L'exemple du Venezuela nous rappelle à quel point ce débat est contemporain.

Tinette Schnatterer

Le mouvement pour le pouvoir d'achat mobilise 100.000 travailleurs en Belgique.

Une semaine de grèves et de mobilisations appelée par les deux grands syndicats FGTB et CSC a mobilisé 100.000 travailleurs dans toutes les grandes villes du pays.

A Anvers, où il y avait 7500 participants à la manifestation, la délégation syndicale de General Motors avait précisé qu'elle seule allait manifester. L'usine a dû fermer ses portes sous la pression des travailleurs qui voulaient participer en masse à la manifestation. Le même scénario s'est produit dans d'autres entreprises de la région. A Liège il n'y a eu pas moins de 25.000 manifestants et à Mons 20 000. Arlon, tout au sud du pays, a connu sa plus grande manifestation depuis 1977 (lors de la fermeture de l'usine métallurgique d'Athus).

La vague de grèves avait commencé "spontanément" au début de l'année avec des débrayages dans environ 70 entreprises principalement en Flandre mais s'est étendue à toutes les régions du pays.

Les travailleurs au sud du pays se sont mis à l'action plus tard mais ont massivement répondu au mot d'ordre des syndicats. Les grévistes et les manifestants reprochent au gouvernement de pinailler indéfiniment sur des querelles communautaires tandis que de plus en plus de travailleurs et leurs familles ont du mal à finir le mois. Par exemple, un Belge sur cinq a du mal à payer son loyer ou rembourser son crédit immobilier.

A cause du mécanisme faussé d'indexation, le salaire des fonctionnaires est augmenté de 2%, largement insuffisant pour compenser la perte du pouvoir d'achat à cause de l'inflation (ce dernier mois l'inflation était de 5,8 % en Belgique, 4 % sur base annuelle dans les pays de l'U.E.).

De surcroît, plusieurs produits de consommation (carburant, tabac, alcool) ne sont plus pris en compte pour le calcul de l'indice. Le gouverneur de la Banque Nationale de Belgique affirme vouloir réviser le mécanisme d'indexation parce que il pèse trop lourd dans le budget de l'Etat. Et pendant ce temps là, les entreprises du Bel 20 (l'équivalent de notre CAC 40) ont distribué 50% de leurs profits en dividendes aux actionnaires.

Sur le plan politique le mouvement ouvrier en Belgique ne possède pas de relais propre. Les travailleurs ont dû le constater récemment lors du vote au parlement (malgré une très forte mobilisation) du "plan global" qui s'attaque aux droits des futurs retraités.

Le MAS/LSP (section sœur de la GR) est intervenu de façon dynamique dans toutes les manifestations en proposant un plan d'action pour des grèves régionales à la rentrée et la préparation d'une grève nationale en automne pour augmenter les salaires et les allocations.

Il revendique une augmentation salariale d'au moins un euro par heure, l'introduction d'une indexation des salaires qui reflète réellement le coût de la vie, la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité ainsi qu'un plan massif de construction de logements sociaux.

Pour financer ces mesures, le MAS propose d'instaurer un impôt sur les grandes fortunes et d'augmenter fortement la répression de la grande fraude fiscale. Les secteurs clés de l'économie doivent être (re)nationalisés et organisés sous le contrôle démocratique des travailleurs et des consommateurs.

Stef Salien

Victoire du Non irlandais au referendum sur le Traité de Lisbonne

Une claque pour les dirigeants européens.

53% des Irlandais qui ont participé au referendum le 12 juin ont rejeté le Traité de Lisbonne. C'est le troisième refus après ceux de la France et des Pays Bas en 2005.

Les dirigeants européens pensaient, Sarkozy en tête, que la version un peu remaniée en décembre 2007 de la Constitution européenne passerait. En France et en Allemagne par exemple, les parlements ont ratifié le Traité de Lisbonne. Mais en Irlande la loi oblige le vote par referendum. Et comme à chaque fois que la population est consultée, c'est le non qui l'a emporté. D'ailleurs si un referendum était organisé à nouveau en France, 53% voteraient à nouveau NON.

Le projet néo libéral de l'Union européenne est en crise. Le camouflet infligé aux dirigeants européens est grand. Sarkozy qui a pris la direction de l'union européenne le 1er juillet a beau dire que le non irlandais montre juste que les populations sont inquiètes, la crise capitaliste met à mal l'Union européenne.

La presse, les dirigeants européens ont présenté ce résultat comme une réaction conservatrice, voire d'ingratitude car l'Irlande aurait dû être reconnaissante des subsides que lui octroie l'Union. En fait, ceci a permis que l'Irlande soit un laboratoire pour les profits des industries du tertiaire et notamment l'informatique.

La période de relative croissance que connaissait le pays s'achève ; la crise immobilière est là. Des licenciements ont lieu dans la construction. Ce début de crise économique a forcément influencé aussi le vote. Le non l'a emporté dans les quartiers populaires et à la campagne.

A quoi ont dit non les Irlandais ?

Le Traité de Lisbonne reprend les mesures d'austérité des précédents traités. Il prévoit la fin du droit de veto qui existe actuellement sur les décisions en matière économique. Une décision de commercialisation dans les domaines de la santé, de l'éducation, des services sociaux, culturels, audiovisuels, pourrait être approuvée au niveau européen malgré une décision contraire d'un état membre. Par exemple, concurrence oblige, si la privatisation des services de distribution de l'eau est décidée, les régies publiques que certaines municipalités ont conservées ne pourraient plus exister.

Le traité prévoit une force armée européenne pour défendre les intérêts économiques des capitalistes européens. C'est un changement radical dans la politique étrangère de l'Union.

Troisièmement, le traité comporte une charte des droits fondamentaux qui défendrait les droits des travailleurs. Il n'en est rien. Les travailleurs sont mis en concurrence et leurs conditions de travail et leur salaire sont modelés sur ceux des travailleurs des pays où ils sont les moins élevés.

Les politiciens, le gouvernement, aidés par les directions syndicales et l'église catholique. ont voté oui. Sur 166 députés, 160 ont voté oui. Mais 53% des Irlandais ont voté non !

Nos camarades de Socialist Party ont mené une très active campagne pour le non. De nombreux meetings ont eu lieu dans les grandes villes comme Dublin, Cork. De nombreux stands ont eu lieu dans les rues avec distribution de tracts, ventes du journal. Notre argumentation contre le traité a pu être développée. Notre camarade Joe Higgins, ancien député, a pu intervenir également dans les médias, permettant une large diffusion des axes de notre campagne en direction des travailleurs:

- Non à la suppression du droit de veto sur l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) sur la santé et les autres services publics!

- Non à l'exploitation des travailleurs!

- Non à la machine de guerre de l'Union européenne!

- Une Europe pour la population pas pour les profits!, pour une Europe socialiste !

Marie-José Douet

1,50€ (2 € en soutien) juillet-août 2008 N°132

L'ÉGALITÉ

"Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales" LENINE

Journal de la Gauche révolutionnaire

Section française du Comité pour une Internationale ouvrière (CIO / CWI)

Licenciements, précarité, bas salaires... en Europe
Famine et misère... en Afrique, Amérique latine et Asie

Ce n'est pas à nous de payer la crise des capitalistes !

Ca fait un an que la crise des subprimes, démarrée en été 2007 par un krach sur les prêts à haut risque, est devenue incontournable et ne peut plus être cachée aux travailleurs. 120 milliards de dollars ont été injectés par la BCE (Banque Centrale Européenne) et la FED (son équivalent aux USA) pour voler au secours des banques, et, pour donner le change, les affirmations sur la capacité de résistance de l'économie se sont multipliées. Pourtant, en avril, des peuples se sont révoltés pour manger et le prix du pétrole fait la une des journaux.

Quand certains profitent de la crise…

Les bourses sont toutes en baisse mais certains spéculateurs s'engraissent. Un «petit club» allemand d'investissement (le M.I.C.) a réalisé un taux de profit de 93% en «misant» sur le blé. D'autres gérants de fonds ont préféré garder le silence. Pour supporter les pertes dues à l'insolvabilité des emprunteurs les plus démunis, les spéculateurs et «hedge funds» se sont tournés vers le marché des matières premières et surtout des produits agricoles. L'augmentation dans ce domaine d'investissement connaît maintenant un véritable essor. C'est le placement conseillé par les analystes financiers en vue. Depuis janvier, l'activité d'investissement dans le secteur agricole a augmenté d'un quart à la bourse de Chicago et, selon la firme Cole Partners, l'implication des «hedge funds» dans le secteur des matières premières a triplé au cours de ces deux dernières années en totalisant 55 milliards de dollars. A Paris, le nombre de contrats sur le blé est passé, en deux ans, de 210 00 à 970 000.

C'est cette spéculation qui a fait flamber les prix pour les aliments de base… et des émeutes de la faim se sont déclenchées en Égypte, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Burkina Faso, en Indonésie, à Madagascar, à Haïti. Rien d'étonnant à ça : la prévision d'augmentation pour 2007-2008 de la facture céréalière pour les pays pauvres est de 58 %, voire de 74% pour les plus pauvres. C'est la population qui paie ces factures avec le prix du blé qui a souvent triplé, et celui du riz qui a doublé. Le coupable idéal, les biocarburants, lui aussi un objet d'investissement juteux, n'explique pas tout, même s'il réduit les surfaces cultivées pour l'alimentation (1/3 de la récolte américaine de maïs attendu pour 2009 sera consacré à l'éthanol). C'est néanmoins la spéculation sur les produits alimentaires qui est déterminante et qui affame une part plus grande de la population.

Les ministres des finances du G8 au Japon constatant que les "engagements" du G8 de Gleaneagles en 2004 n'ont pas été tenus, ont repris les mêmes "engagements" ...! Les aides à l'Afrique ont baissé de 8%, et dans le contexte de probable récession économique ce sont encore les plus pauvres qui vont payer de leur vie les conséquences de la course aux profits des capitalistes.

Une vraie crise capitaliste

La spéculation sur les produits alimentaires est une bulle spéculative qui permet d'avoir de nouveaux profits. Tout cela est très artificiel mais il s'agit bien d'une crise plus profonde que traverse le capitalisme. Jusqu'à quand se succéderont les bulles ? Le choc pétrolier est au centre des préoccupations, les dépenses d'investissement sont en baisse, passant de 7 à 2 % en Europe, les taux de croissance sont constamment révisés à la baisse. La flambée des prix du pétrole et des denrées alimentaires est à la base d'une inflation galopante qui bloque la consommation. En France, en mai 2008, l'inflation sur un an a atteint 3,3 % et en même temps l'indice de confiance des ménages a encore reculé de 4 points en juin. Ces chiffres montrent la profondeur de la crise qui est en route, et les conséquences pour les travailleurs sont directes : le taux de pauvreté en France est passé de 11 à 12 % entre 2006 et 2007. Que donnera l'inflation galopante de 2008? Aux Etats Unis, dans certains états le nombre de saisie de biens des travailleurs a quadruplé, suite à la crise des subprimes.

Manifestation le 7 avril 2007 en Haiti, où 80% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, soit en-dessous de seuil de pauvreté. Suite à la flambée des prix, en 2007 le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde a augmenté de 50 millions.

Les indices annoncent tous que la crise sera encore plus dure à la rentrée 2008. Aucun analyste n'annonce un redémarrage avant 2009, l'économie reste plombée par le prix du pétrole annoncé à 150 dollars le baril pour septembre. Hormis injecter des sommes phénoménales quand la crise explose au grand jour, le système capitaliste n'a aucune marge de manœuvre pour contrecarrer ce mouvement. Au contraire, la crise est le moment précis où les contradictions du capitalisme s'entrechoquent, entre une production abondante due à une augmentation constante de la productivité, et une demande qui ne fait que s'affaiblir faute d'un revenu suffisant. Les capitalistes cherchent à tout prix à maintenir leurs profits, en spéculant et en exploitant encore plus les travailleurs. Les gouvernements européens parlent de l'urgence des «réformes» mais il s'agit en fait de donner des armes aux patrons pour baisser rapidement leurs coûts : flexibilité, augmentation du temps de travail, gel des salaires, atteintes au droit syndical…

Spéculateurs contre travailleurs

Les travailleurs subissent de plein fouet cette crise en supportant l'envol des dépenses sur lesquels ils ne peuvent pas rogner pour survivre, et en étant pressurés pour permettre à quelques investisseurs de garder ou d'augmenter leurs profits. Total, en pleine crise pétrolière n'a t-il pas vu son bénéfice net au premier trimestre 2008 bondir de 9% ? La nature du capitalisme est d'accumuler les profits. Peu importent les conséquences et la famine qui grandit. Seule une économie planifiée gérée par les travailleurs eux-mêmes peut mettre fin à ces spéculations cyniques.

Planifier, c'est éliminer la contrainte du profit qui empêche une part de plus en plus importante de la population de se nourrir, d'accéder à l'eau, aux ressources vitales qui sont sources de bénéfices importants sous le capitalisme. Planifier, c'est organiser la production et les ressources en fonction des besoins réels. Cela veut dire rompre définitivement avec le capitalisme car une telle planification de l'économie ne peut se faire que sous un système socialiste, contrôlé par les travailleurs, qui a pour seul objectif la satisfaction des besoins de tous. C'est le combat de la Gauche révolutionnaire. Rejoignez – nous !

Luc de Chivré

Pour une véritable alternative au capitalisme
organisons nous pour le socialisme.